



Manchester : Peter st. et la Central Library

Dossier documentaire

Après le Brexit, recoudre le territoire ?

Mission d'étude – Avril 2019

Londres, Manchester & Stoke-on-Trent

Sommaire

Introduction

3

1. Les irréductibles fractures du Royaume-Uni : l'héritage du temps long

8

Malgré le Consensus d'Après-Guerre, des fractures persistantes

10

« L'homme malade de l'Europe » : un système à bout de souffle

12

La décennie Thatcher (1979-1990) : croissance du sud, déclin du nord

14

Vers l'apaisement ? Les années Major et Blair

17

Depuis 2010, une action publique fragilisée

19

La Big Society : un empowerment en trompe-l'œil des communautés locales ?

20

Les collectivités locales, cibles privilégiées des coupes budgétaires

21

Une thérapie de choc sans fin ?

23

2. Le Brexit : où en est-on ?

25

Un historique des relations Union européenne – Royaume-Uni

25

Ce que contient l'accord de retrait

27

Les points d'achoppement du divorce

29

L'après-Brexit : quelles relations futures entre l'U.E. et le Royaume-Uni ?

30

Les effets économiques du Brexit

32

Les options à court terme

35

Conclusion

38

Annexe 1 : L'organisation territoriale britannique

42

En Angleterre

44

Le cas particulier du Grand Londres

46

En Ecosse, au Pays de Galles, et en Irlande du Nord

48

Annexe 2 : Les scénarios du Brexit

50

Annexe 3 : Présentation de Londres

51

Annexe 4 : Présentation de Manchester	
54	
Annexe 5 : Présentation de Stoke-on-Trent	56
Annexe 6 : Indicateurs économiques	57
Annexe 7 : Carte de l’Angleterre	
58	
Annexe 8 : Carte du Royaume-Uni	
59	
Bibliographie	60

Introduction

“I want my money back”. Par ces mots prononcés en novembre 1979, Margaret Thatcher semblait déjà se faire la voix de ceux qui, en 2016, ont voté en faveur d’une sortie de l’Union européenne. Le Brexit a résonné dans toute l’Europe comme un coup de massue. Pour la première fois, un des membres du projet européen souhaitait faire sécession.

Il faut dire que les relations entre le Royaume et l’Union ont toujours été tumultueuses. Le Royaume-Uni a toujours eu un statut particulier au sein de cet ensemble territorial et politique. Il n’a jamais totalement accepté de ne pas être souverain, d’être aliéné dans ce qui pouvait être ressenti comme une forme “d’Empire” au sein duquel il ne serait plus décideur absolu des politiques l’affectant directement. Rien d’étonnant à cela, pour un pays qui a été à la tête du plus grand empire de l’histoire au cours des XIX^{ème} et du XX^{ème} siècle et qui supportait mal l’idée de se retrouver contraint par des règles avec lesquelles il pourrait être en désaccord.

Le vote du Brexit était bien entendu porté contre l’Union européenne, contre ses règles, contre ses institutions qui, disait-on, empêchaient le Royaume-Uni de rayonner librement, contre l’immigration permise par le principe de libre circulation à l’intérieur de l’Union européenne. Mais c’était également un vote contre les élites du pays, qui n’avaient pas cessé de clamer leur attachement à l’Europe et la nécessité

de rester membre de l'Union. Ainsi, quand Londres votait très majoritairement pour demeurer au sein de l'Union européenne, les territoires abandonnés, victimes des politiques d'austérité, loin des réseaux de pouvoirs, se rebellaient et militaient d'une même voix pour la fin d'une ère.

Le Royaume-Uni se porte pourtant plutôt bien à l'échelle du monde: le pays est 5ème ou 6ème en termes de P.I.B. (au coude à coude avec la France) selon le F.M.I. Dans l'économie mondialisée, Londres constitue un atout majeur : il s'agit d'une des premières places financières mondiales, d'une métropole qui rayonne aussi bien du point de vue de la culture que de celui de l'innovation. Mais cette prospérité brillante cache un fossé d'inégalités qui n'ont eu de cesse de se creuser au fil des dernières décennies.

Alors que les inégalités historiques avaient été réduites grâce à d'ambitieux mécanismes de redistribution mis en place après 1945 lors de la reconstruction du pays, ces mécanismes ont été remis en cause une première fois sous le gouvernement de Margaret Thatcher et, à nouveau, à partir de 2010, dans le cadre de la politique d'austérité qui a suivi la crise de 2008. Aujourd'hui, à l'échelle nationale, un véritable fossé socio-économique divise les Britanniques. Entre une grande partie des actifs, qui peine à subsister, et les élites du pays, rien ne semble plus unir un Royaume fragilisé par ses divisions internes. 4 millions de personnes vivent aujourd'hui sous le seuil de pauvreté. Cette fracture a une forte dimension territoriale. La pauvreté tend à se concentrer principalement dans deux zones : le Pays de Galles, qui a historiquement eu les niveaux de pauvreté les plus élevés du Royaume-Uni, et le Nord de l'Angleterre.

Dans les deux cas, la mine et la sidérurgie ont eu une place prééminente dans l'économie locale jusqu'aux années 1970-80, lorsque la globalisation et la libéralisation de ces secteurs ont rendu la majorité de ces industries financièrement insoutenables, dépossédant de nombreuses communautés de leur principal moyen de subsistance. Si des grandes villes ont réussi à regagner leur attractivité en se reconvertissant dans le secteur tertiaire, comme Manchester ou Cardiff, ce n'est souvent pas le cas de leurs périphéries. En outre, les coupes budgétaires massives de ces dix dernières années ont contraint les communes à réduire leur offre de services publics dans des communautés déjà fragilisées.

Ainsi, le dilemme européen répond largement à la fracture entre les régions économiquement dynamiques acceptant de poursuivre l'intégration européenne et les régions en détresse qui, ayant raté le train de la mondialisation, se referment sur elles-mêmes à la recherche de la sécurité du passé : d'un côté, le Pays de Galles (52,3% pour le *leave*) et le nord-est de l'Angleterre (69,9% pour le *leave*), ainsi qu'une partie du sud-ouest, ont voté majoritairement pour quitter l'Union européenne. De l'autre, le Grand Londres (59,9% pour le *remain*), les grandes villes du Nord comme Manchester (60,4% pour le *remain*) et Liverpool (58,2% pour le *remain*), l'Écosse (62% pour le *remain*) et l'Irlande du Nord (55,8% pour le *remain*) ont opté majoritairement pour rester dans l'Union européenne.

Le Brexit a également remis en évidence les fractures identitaires du pays. En effet, le Royaume-Uni est une famille de nations formée par l'Angleterre, mais aussi par le Pays de Galles, l'Écosse et l'Irlande du Nord qui, toutes trois, disposent de leurs propres gouvernements et parlement à la suite du processus de *devolution* initié par Tony Blair à la fin des années 1990.

Intégrée au Royaume-Uni par le *Act of Union de 1707*, l'Écosse est une des nations du Royaume-Uni où le mouvement identitaire est le plus fort. Relativement faible pendant le XIX^{ème} siècle, celui-ci va resurgir dans l'après-guerre. Cependant, ce ne sera que dans les années 1970, sous le mandat de Margaret Thatcher, que le S.N.P. (*Scottish National Party*, souverainiste) va s'ériger en tant que force politique de poids, jusqu'à devenir le premier parti écossais lors des élections de 2011, puis lors des élections générales de 2015, toujours au détriment du Parti travailliste.

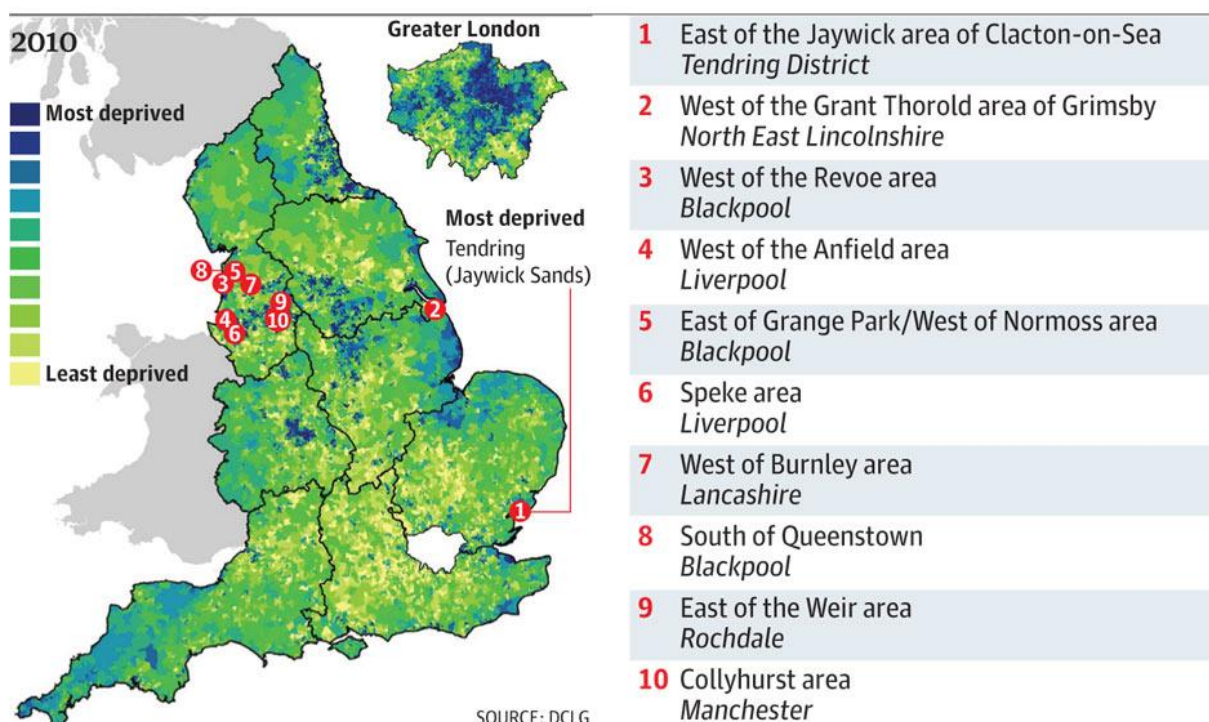
Leur influence politique croissante conduit, notamment, à la tenue du référendum sur l'indépendance de l'Écosse de septembre 2014. Malgré la défaite du « Oui » (44,7% des votes), le S.N.P. demeure la force politique dominante et l'agenda indépendantiste reste d'actualité, notamment suite aux résultats du référendum sur le Brexit : l'Écosse s'est prononcée très nettement pour rester dans l'Union européenne (62%).

L'Irlande du Nord est une région particulièrement conflictuelle du fait de l'affrontement entre catholiques et protestants. Après un premier traité en 1921 divisant l'Irlande en deux, un État libre à majorité catholique et six comtés protestants sous tutelle britannique, les tensions au sein des communautés catholiques et protestantes vont à nouveau être avivées dans les années 1960, culminant lors du *Bloody Sunday* de janvier 1972, où l'armée britannique tue 30 manifestants désarmés. Ceci déclenche un

conflit meurtrier du groupe extrémiste *Irish Republican Army* (I.R.A.). Les attentats sur le sol britannique vont se poursuivre jusqu'en 1998, date de la signature du *Good Friday Agreement*, réinstaurant l'autonomie politique de l'Irlande du nord et apaisant donc les antagonismes entre les communautés.

Le Brexit achoppe notamment sur la question de la frontière entre les « deux Irlandes », manifestement mal anticipée par les *brexiteers*. S'accorder sur un dispositif qui évite la restauration d'une frontière entre le Nord et le Sud de l'Irlande sans couper l'*Ulster* du reste du Royaume s'apparente à un véritable casse-tête.

England's most deprived areas



Le Pays de Galles a une conscience nationale moins aigüe du fait de son appartenance ancienne au Royaume-Uni : incorporé en 1536, le pays va connaître un renouveau de son mouvement identitaire au XX^{ème} siècle, centré sur la revendication de son autonomie politique et linguistique : le *Plaid Cymru*, parti nationaliste gallois fondé en 1929, obtient donc son premier siège au Parlement en 1966. Tout comme l'Écosse et l'Irlande du Nord, le Pays de Galles regagne son autonomie politique à la fin des années 1990 avec la politique de *devolution* menée par Tony Blair. Signe de son sentiment d'appartenance à l'ensemble

Carte des régions les plus pauvres d'Angleterre, 2010. Source : *The Guardian*

britannique, il a voté majoritairement pour le Brexit, contrairement à l'Ecosse et à l'Irlande du Nord.

Enfin, le Brexit a agi aussi comme révélateur de nouvelles fractures politiques. Traditionnellement, le vote travailliste se concentre dans le Grand Londres, le Nord de l'Angleterre et certaines zones du Pays de Galles et du sud de l'Écosse, tandis que le Parti conservateur demeure majoritaire dans les *Midlands*, le Centre et le Sud de l'Angleterre. Les clivages territoriaux sont accrus, dans les cas de l'Écosse et de l'Irlande du Nord, par l'importance du vote pour les partis nationalistes : le S.N.P. (*Scottish National Party*) et le *Sinn Fein*, le parti souverainiste irlandais, majoritaires dans leurs territoires respectifs.

A l'inverse, le Parti Libéral-Démocrate, les Verts, l'U.K.I.P. (*United Kingdom Independence Party*) et plusieurs autres forces politiques ont pâti de la dispersion de leurs bases électorales puisqu'elle a fortement limité leur représentation parlementaire. En effet, le système électoral *first past the post* (uninominal majoritaire à un tour) sur-représente les grands partis.

Il est encore trop tôt pour dire si les résultats du référendum sur le Brexit de juin 2016 illustrent un renouvellement de ces fractures politiques. Cependant, la distribution des *brexiteers* et des *remainers* sur la carte électorale britannique ne s'aligne pas totalement avec celles des votes travaillistes et conservateurs. Ces divisions internes expliquent l'incapacité du monde politique à trouver un terrain d'entente sur les modalités du divorce (en allant jusqu'à prendre le risque d'un *no deal* dont les conséquences seraient au mieux néfastes, au pire dramatiques). Le fossé se creuse entre la population britannique et ses représentants au Parlement, jugés incapables de prendre correctement en charge le destin choisi par son peuple, pour qui le Brexit devait être le détonateur d'une reprise en main du destin britannique par et pour les seuls Britanniques. Le camp des *brexiteers* faisait en effet le pari que la sécession d'avec l'Union permettrait de davantage se concentrer sur les fractures nationales pour pouvoir les résorber au mieux.

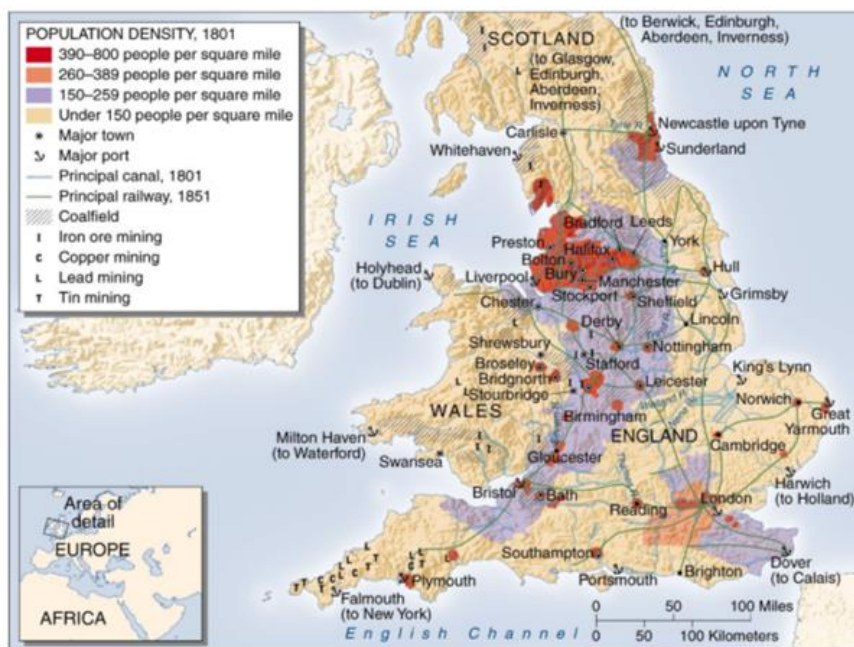
Nous nous proposons de vous emmener sur les terres de Churchill comme de Shakespeare, de Thatcher et de David Beckham, afin de mieux comprendre ce que sont les spécificités économiques, sociales et culturelles du Royaume-Uni, pour se rendre compte des enjeux et défis auxquels font face les sujets de la Couronne, pour enfin comprendre un peuple et son cri comme détonateur d'un des événements politiques les

plus marquants de ces dernières décennies. La sortie de l'Union européenne pourra-t-elle réconcilier les Britanniques et résorber les fractures internes au pays ?

Manifestation pour le maintien dans l'Union européenne, 23 mars 2019. Source : Mike Kemp

1. Les irréductibles fractures au Royaume-Uni : l'héritage du temps long

A la mort de la Reine Victoria, en 1901, le pays régnait sur un quart de la population mondiale, et Londres était le centre de l'économie mondiale. L'industrie britannique était ancienne, comme l'illustre cette carte, bien établie, mais commençait à être concurrencée par des puissances industrielles plus récentes, en particulier l'Allemagne et les Etats-Unis. Le réseau ferroviaire national était très avancé, et les liaisons portuaires assurées par la plus grande flotte marchande du monde (en 1939, encore un tiers de la marine marchande mondiale battait pavillon britannique) faisaient des lieux prospères, continuellement fournis en matières premières coloniales, en nourriture des ports (Liverpool, Cardiff, Southampton).



Carte de la densité de population au Royaume-Uni en 1800. Source: Western Civilizations, Sixteenth edition.

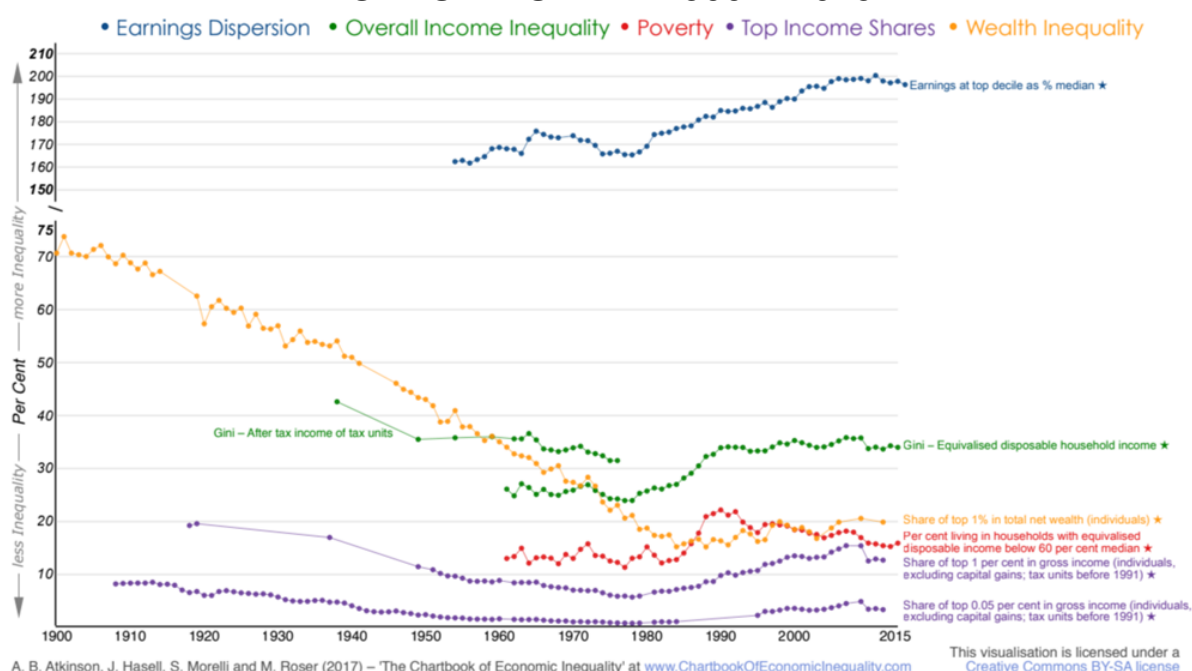
Et pourtant, les fractures du Royaume-Uni victorien étaient déjà présentes. Dans le nord au Pays de Galles, en Écosse, dans certains faubourgs de Londres, le pauvre s'accompagne l'industrialisation depuis le début de la Révolution industrielle. Diverses enquêtes, comme celles



de Charles Booth¹, ou Seebohm Rowntree, publiées dans les années 1890 et 1900, décrivent le dénuement des classes populaires urbaines frappées par la malnutrition, la maladie, le crime.

Cette époque constitue l'apogée d'une société britannique verticale, où le fossé entre populations aisées et masses ouvrières était le plus choquant.

MESURER LES INEGALITES : REVENUS ET PATRIMOINE AU ROYAUME-UNI DE 1900 A 2015



Ce graphique confronte plusieurs indicateurs d'inégalités de revenus et de patrimoine, et permet plusieurs constats.

Premièrement, le patrimoine (en valeur nette, courbe jaune) détenu par le pourcent le plus riche n'a cessé de descendre, pour se stabiliser dans les années 1980 et entamer une légère remontée jusqu'à la fin des années 2010. L'ère de Victoria était donc bien, en termes de patrimoine, l'époque la plus inégalitaire pour le pays.

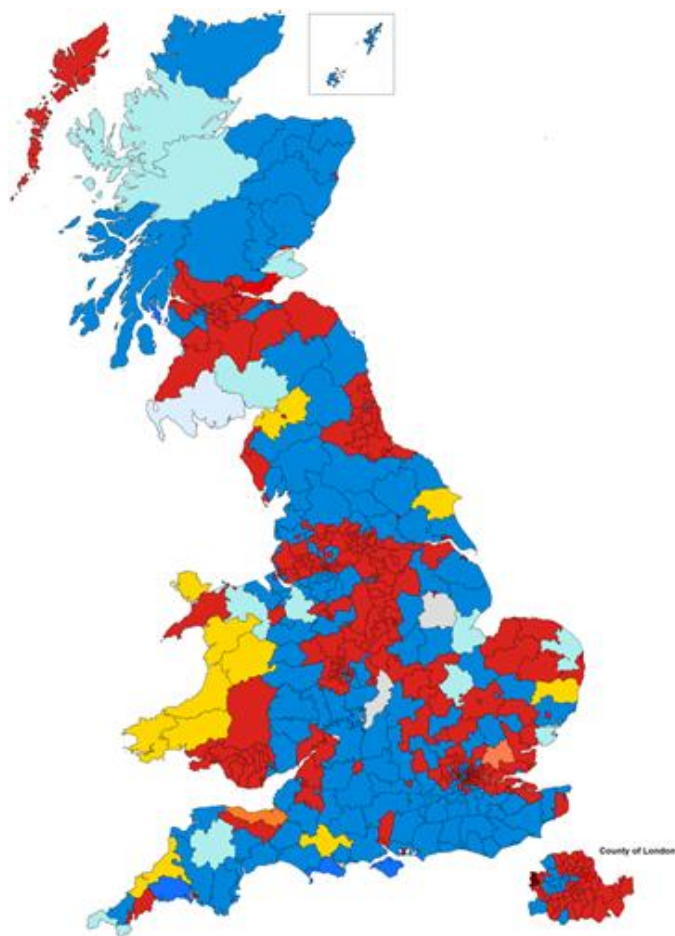
Deuxièmement, la part du revenu brut total captée par le pourcent le plus riche ne cesse d'augmenter depuis les années 1970 (courbe violette, haut). Le décile le plus riche a également vu son revenu passer de 165%

¹ *Life and Labour of the People in London*, en neuf volumes parus entre 1892 et 1897, est une enquête quantitative sur les quartiers ouvriers de l'est londonien, juste au nord de ce qui est maintenant la City.

de la médiane nationale en 1980 à 200% en 2015 (courbe bleue), ce qui explique sans doute la montée du coefficient de Gini entre 1970 et 2000.

Malgré le Consensus d'Après-Guerre, des fractures persistantes

Au sortir de la Deuxième guerre mondiale, le Royaume-Uni est un pays sinistré. L'industrie britannique, sérieusement affaiblie par les bombardements allemands et majoritairement orientée vers une production de guerre, entame une restructuration longue de plusieurs années. Londres a perdu plusieurs centaines de milliers d'habitants, morts ou évacués, et des quartiers ouvriers comme le *East End* sont presque intégralement détruits du fait de leur proximité stratégique avec les docks, eux-mêmes détruits. Les villes ouvrières et industrielles sont celles qui ont le plus souffert aux côtés de la capitale : Liverpool, Glasgow, Birmingham sont en parties rasées. Au total, deux millions de logements ont été détruits.



Résultat des élections générales de 1945. Source : Wikipédia

Les classes ouvrières, marquées par le marasme des années 1930, traumatisées par la guerre, veulent mettre fin par les urnes à la politique traditionnelle, essentiellement aristocratique et paternaliste, qui caractérise les décennies précédentes. Les inégalités de revenus sont le moteur de ce vote nouveau, assez déterminé pour mettre fin au mandat d'un des monstres sacrés de la politique britannique, Winston Churchill.

Dans ce contexte, le Parti travailliste, fondé 45 ans plus tôt par des syndicalistes, remporte les élections générales de 1945, chassant les conservateurs du pouvoir. Cette carte illustre un vote fortement territorialisé (travaillistes en rouge, conservateurs en bleu), puisque les villes industrielles du nord, de l'Ecosse,

du Pays de Galles et la majeure partie de Londres constituent le cœur du vote travailliste, et le resteront pour le demi-siècle à venir.

Le journaliste et commentateur politique Andrew Marr disait : “Seuls deux dirigeants ont eu un impact majeur sur le Royaume-Uni d’après-guerre : Clement Attlee et Margaret Thatcher”.

En effet, sitôt arrivé à Westminster, Attlee lance des chantiers d’ampleur : nationalisation des *Commanding Heights*, grandes entreprises stratégiques (charbon, rail, acier et fer, banques, électricité, pétrole), création du *National Health Service*², vastes chantiers de logements publics à loyers contrôlés, indépendance de l’Inde et du Pakistan, démobilisation de l’armée, etc. Ce programme, c’est la *New Jerusalem*³,

² Le *National Health Service*, fondé en 1948, rend les soins gratuits et accessibles à tous. Il s’agit d’un système de santé beveridgien (d’après William Beveridge, auteur d’un rapport préconisant les soins pour tous en 1943), c’est-à-dire complètement public, financé par l’impôt et géré par l’État, mettant fin à un réseau complexe d’hôpitaux locaux, publics et privés.

³ Surnom de la Grande-Bretagne, d’après le poème éponyme de William Blake.

une nouvelle Grande-Bretagne, plus égalitaire, plus juste, et très centralisée.

Pourtant, les débuts sont durs. La dette écrase l'action publique, et la *New Jerusalem* émerge péniblement, un chantier à la fois. Durant l'hiver 1946-1947, le plus neigeux du siècle, l'économie est paralysée et la famine menace⁴. Le Plan Marshall, en 1947-48, et l'amélioration de la conjoncture économique vont faciliter la reconstruction dans les années qui suivent.

Attlee perd les élections générales de 1951 au profit des conservateurs menés par Winston Churchill. Le Parti travailliste sera ainsi condamné à l'opposition pendant plus de treize ans. Pourtant, les grandes réalisations du gouvernement Attlee seront maintenues par les futurs gouvernements : une économie fortement nationalisée, centralisée et planifiée, un État-providence généreux, des syndicats influents. C'est ce qu'on appelle le *Post War Consensus*, le 'consensus d'après-guerre'. Pour cette raison, les gouvernements suivants, pour la plupart conservateurs, n'introduiront pas de changements majeurs. Les Premiers ministres se succèdent : Winston Churchill d'abord (1951-1955), Anthony Eden (1955-1957), Harold Macmillan (1957-1963) et enfin Alec Douglas-Home (1963-1964), dont les mandats sont essentiellement marqués par des enjeux de politique internationale et de décolonisation.

Les nombreux emplois publics, la force des syndicats et l'expansion de l'économie garantissent des salaires conséquents, qui soutiennent la consommation des ménages. C'est dans cet immédiat après-guerre que le Royaume-Uni connaît les inégalités de salaire les plus basses de son histoire récente.

“L’homme malade de l’Europe” : un système à bout de souffle

Le consensus d'après-guerre, qui a capté une grande partie des moyens de l'action publique, a laissé l'industrie privée désorganisée et sans aide, alors qu'en France, par exemple, le gouvernement investissait

⁴ Au cœur de cet épisode particulièrement dur, le gouvernement esquisse un "Famine food program": 50 000 enfants étaient censés quitter l'école pour aider aux récoltes, rendues très difficiles par un sol gelé.

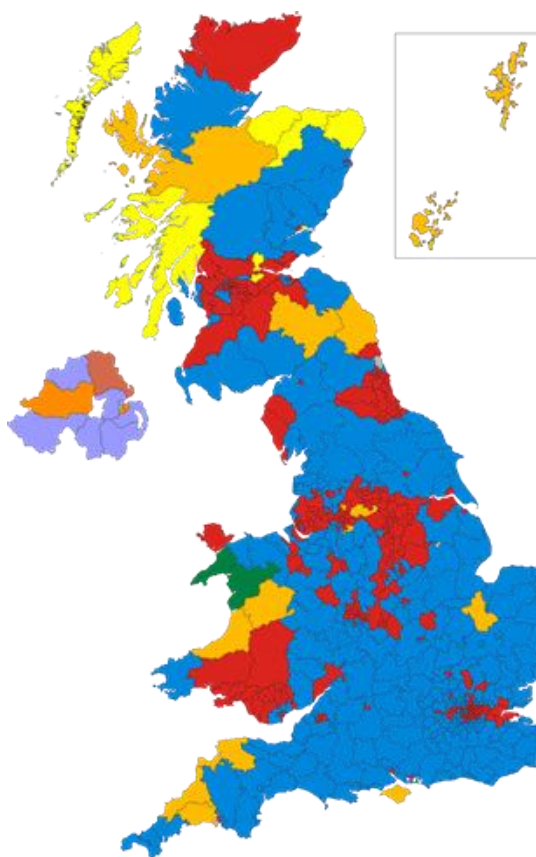
dans de nombreux secteurs clefs. La Grande-Bretagne importe beaucoup, et produit des biens de qualité médiocre, comparée à ses voisins.

Harold Wilson (1964-1970), le premier travailliste au pouvoir depuis Attlee, souhaite stimuler l'économie en entrant dans la Communauté économique européenne, entrée qui se heurte au veto français en 1967. La difficulté du contexte contraint alors Wilson, qui comptait sur l'entrée dans le marché unique, à dévaluer la livre sterling de 14,3%, augmentant de plus belle le coût des importations.

Ces difficultés croissantes vont faire de la décennie 1970 une période difficile. Les salaires, dans cette économie pour une part considérable nationalisée, stagnent, alors que l'inflation fait grimper les prix à la consommation. Les grèves vont être le grand mal de la décennie.

Le conservateur Edward Heath est élu en 1970, et parvient enfin à faire entrer le pays dans la C.E.E. en 1973. Cependant, le choc pétrolier, couplé à une grève des mineurs de charbon, dans le nord de l'Angleterre et au Pays de Galles, va provoquer la première crise sociale de la décennie. La pénurie de carburant et les coupures de courant (les centrales à charbon ne pouvant plus fonctionner) plongent le Royaume-Uni dans le noir, et le gouvernement rationne l'électricité à 3 jours par semaine, une mesure choquante dans un pays occidental. C'est à cette époque que le pays est qualifié d'homme malade de l'Europe par la presse, tant nationale qu'étrangère.

Aux élections de 1974, la carte des votes (à droite) se fragmente : les bastions du Parti travailliste (rouge) se délitent, et surtout, les partis régionaux gagnent en puissance. Deux sièges pour le *Plaid Cymru* gallois, sept pour le Parti National Écossais (orange), onze pour les Unionistes Nord-Irlandais (mauve). A la fracture sociale portée par les contestations syndicales s'ajoute donc une réelle fracture nationale et communautaire.



Résultats des élections générales de 1974. Source : Wikipédia

Le travailliste Harold Wilson succède à Heath, avec une majorité fragile, qui le forcera à convoquer une nouvelle élection quelques mois plus tard. Aux grèves s'ajoutent un effondrement des prix de l'immobilier, ainsi qu'un marasme boursier et monétaire, forçant le pays à demander l'aide du F.M.I. afin de stabiliser la valeur de la livre sterling. Tandis que le niveau de vie entame un inquiétant déclin, un référendum sur l'appartenance à la C.E.E. a lieu en 1975. Les Britanniques approuvent à 67,2% l'adhésion du Royaume-Uni à la Communauté Européenne. Les régions les moins europhiles sont le sud du Pays de Galles, Londres, les grandes villes du nord, l'Écosse et l'Irlande du Nord. Mais le *Yorkshire*, aujourd'hui bastion du Brexit, s'est prononcé à plus de 75% pour le maintien dans la C.E.E.

Wilson démissionne en 1976, et laisse à James Callaghan la charge de gouverner le pays, dans un contexte toujours difficile. L'homme, qui en 1974 déclarait : "Parfois, lorsque je vais me coucher, je me dis que si j'étais un jeune homme, j'émigrerais", va devoir affronter la plus grande crise sociale de la décennie, justement nommée « hiver du mécontentement ». En février 1979, fonctionnaires, mineurs, dockers se mettent en grève, et paralysent une nouvelle fois le pays⁵, demandant des hausses de salaire. Le gouvernement démissionne quelques mois plus tard.

⁵ L'hiver du mécontentement a marqué l'imaginaire national par son importance. Les images des monceaux de sacs poubelle dans les rues des grandes villes, ou encore des cercueils alignés par dizaines (les fossoyeurs étant eux aussi en grève) sont passées à la postérité.

La décennie Thatcher (1979-1990) : croissance du Sud, déclin du Nord

« L'hiver du mécontentement » est vu par certains comme l'apogée d'un système, celui des syndicats puissants, de l'industrie, de l'étatisme à bout de souffle.

Margaret Thatcher est élue en 1979 avec une majorité de 43 sièges. La vague conservatrice atteint même l'Ecosse rurale et certaines circonscriptions ouvrières du Pays de Galles, une première pour ces régions habituellement acquises aux travaillistes et aux partis régionaux.

Née à Grantham, sur la côte est des Midlands, Margaret Thatcher est la fille d'un commerçant méthodiste qui lui a transmis l'essentiel des valeurs victorienne : la réussite personnelle, le respect de la propriété privée, le travail, l'importance de la famille. Ministre dans les gouvernements conservateurs des années 1970, elle déclarait en 1979 : "je ne peux pas supporter de voir la Grande-Bretagne en déclin. Je ne peux pas, simplement." Sitôt au pouvoir, celle qui fut la première femme Première ministre du pays (et même d'Europe occidentale) lance une thérapie de choc pour traiter ce qu'elle pense être un système 'malade'.

L'idée première est de contrôler l'inflation. Pour cela, les taux d'intérêt sont revus à la hausse, et les impôts à la baisse. L'industrie privée, qui ne peut plus investir, subit de plein fouet cette politique monétariste, et le chômage explose. Entre 1980 et 1981, la Grande-Bretagne compte un million de chômeurs en plus, surtout dans les régions traditionnellement industrielles. L'inflation baisse de moitié mais s'élève toujours, en 1981, à environ 10%.

Les premières années du mandat de Thatcher sont donc difficiles. Mais les chantiers sont nombreux. Le gouvernement vend une part considérable des logements publics à leurs locataires, taxe le pétrole de la Mer du Nord, et privatise les grandes entreprises nationalisées trente ans plus tôt. L'électricité, l'eau, les télécommunications, les mines de charbon et la sidérurgie, le pétrole, les ports, les chantiers navals, mais aussi *Jaguar*, *British Airways* et *Rolls Royce* sont introduits sur le marché.

1986, LA REVOLUTION BOURSIERE

La City de Londres est, depuis des siècles, un centre d'échanges financiers majeur. Cependant, son influence s'érode au cours des années 1950 et 1960, essentiellement au profit de New York, qui passe à la première place. A cette époque, le dollar est déjà la devise de référence depuis l'entre-deux-guerres.

Conscient de l'importance de la place boursière nationale, le gouvernement Thatcher va progressivement déréguler le marché des actions, dès 1979, mais c'est en 1986 que le *Financial Services Act* provoque un 'Big Bang' boursier. Auparavant, la bourse de Londres imposait la séparation des démarcheurs et des opérateurs. Les démarcheurs recevaient les ordres de leurs clients, et se rendaient ensuite à la Bourse, en plein cœur de Londres, pour conclure leurs opérations à voix haute. En 1986, cette séparation est abolie, le système est informatisé et les commissions fixes sont supprimées.

Dès lors, les échanges explosent, les banques étrangères s'installent par dizaines et le foncier londonien multiplie sa valeur de manière exponentielle. Le quartier des *docks* (*Canary Wharf*), symbole de la fin du Londres industriel, est transformé au début des années 1990 pour devenir le siège des grandes banques étrangères, et se couvre de gratte-ciels.

Cet environnement très favorable aux investissements, couplé à l'appel d'air causé par les privatisations des années 1980, feront du London Stock Exchange la place financière incontournable que l'on connaît aujourd'hui. Le marché du crédit est également libéralisé.

Aujourd'hui, l'industrie financière (activités financières et d'assurance) représente 3,4 % des emplois au Royaume-Uni (contre 2,8% en France), 6,9% de la valeur ajoutée totale (contre 3,5% en France), et 11% des revenus fiscaux de l'État central.

L'année 1982 est encore une fois marquée par des grèves et des contestations de la politique économique de Margaret Thatcher, même au sein de son propre parti⁶. La guerre des Malouines, survenue la même année, renforce néanmoins sa popularité, et lui permet de remporter les élections de 1983 haut la main, tandis que les travaillistes connaissent leur pire score depuis 1918. Les premiers résultats de sa politique économique vont conforter son action, et la croissance montera jusqu'à 6% annuels jusqu'à la fin de son mandat, en 1990, une première pour une économie habituée à une activité en dents-de-scie.

En dix ans, le Royaume-Uni s'est métamorphosé. Ce qu'on va appeler le thatchérisme consiste à réduire la place de l'État dans l'économie et dans la société au sens large, au profit de l'initiative privée, jugée plus saine. Les privatisations et la suppression de 200 000 postes de fonctionnaires sur 700 000 entre 1979 et 1997 illustrent l'ampleur de cette réforme de l'État, qui déjà dessinait les contours de la crise actuelle.

Des ruines de l'industrie et de la planification étatique a surgi une économie de services et d'échanges financiers. A la fin de la décennie 1980, beaucoup de choses ont changé. Les syndicats ont perdu un tiers de leurs membres. Le salaire horaire moyen a été multiplié par trois. Les dépenses publiques sont passées de presque 50% du P.I.B. en 1982 à 38% en 1990. Le taux de chômage, qui était de 12% en 1984, s'élève à 7% en 1990. Enfin, l'industrie ne représente plus que 15% du P.I.B., contre 17,6% en 1979.

Mais l'État est affaibli, au même titre que certains bastions industriels qui, malgré les fonds européens de développement régional et les minimas sociaux, ne s'en remettent pas. Les victimes de cette décennie révolutionnaire sont nombreuses : 22% des Britanniques vivent en dessous du seuil de pauvreté en 1990. Ils n'étaient que 12,1% en 1982. Les inégalités ont explosé, le coefficient de Gini passant de 0,253 en 1979 à 0,339 en 1990.

Les contrastes géographiques s'accroissent : le dynamisme du Sud s'oppose à la pauvreté du Nord, du Pays de Galles et de l'Écosse. S'ajoutent à ces bouleversements sociaux les violences nationalistes de l'*Irish Republican Army*, qui ont failli emporter la Première ministre lors de l'attentat du Grand Hôtel de Brighton de 1984.

⁶ Au sujet des privatisations, Harold Macmillan (Premier ministre, 1957-1963) dira qu'elle "vend l'argenterie familiale".

Vers l'apaisement ? Les années Major et Blair

Le mandat de John Major (1990-1997) s'inscrit dans la continuité de Margaret Thatcher, dont il était le chancelier de l'Echiquier. Le mandat est marqué par une campagne intitulée "Back to basics", censée rassembler les Britanniques autour de valeurs traditionnelles (la vie de famille, le civisme), mais elle est ridiculisée par les scandales d'extra-conjugalité qui ont déstabilisé le gouvernement de 1993 à 1997.

Le glissement du Parti travailliste, après 18 ans d'opposition, vers le centre-gauche et la campagne autour du thème "New Britain" permettent à Tony Blair de remporter une victoire écrasante sur les conservateurs en 1997. Son mandat sera renouvelé deux fois, en 2001, puis en 2005.

Le mandat de Tony Blair tranche avec la politique des conservateurs: selon la doctrine de la « Troisième Voie », théorisée avec l'aide du sociologue Anthony Giddens, le gouvernement va investir dans l'éducation et la santé, instaurer un salaire minimum à l'échelle nationale, et augmenter le nombre de fonctionnaires.

Les dépenses publiques augmentent dès 1999 : de 333 milliards de livres en 1998-1999 (36% du P.I.B.), elles passent à 582 milliards de livres en 2007-2008 (41% du P.I.B.). Principalement dédiée à l'éducation et à la santé, cette augmentation remarquable vise à rattraper ce que le Parti travailliste considérait comme des sous-investissements vieux de plusieurs décennies.

La décennie Blair/Brown représente aussi un changement en termes de gouvernance de la part de l'État. Les logiques de marché qui ont guidé les réformes des conservateurs sont adoucies. L'État n'encourage plus la délégation de services publics à tout prix, sans toutefois lutter contre. La "gouvernance en réseau" devient la norme, et les établissements publics gagnent en autonomie. Le nombre de fonctionnaires augmente, pour atteindre son maximum à la fin du mandat de Gordon Brown : 527 000 fonctionnaires en 2010.

Les années Blair sont également à l'origine de grands changements institutionnels. En 1998, à la suite de référendums menés au Pays de Galles et en Ecosse, deux Parlements sont créés et reçoivent plusieurs compétences. Les deux nations peuvent désormais administrer en partie leurs affaires domestiques : éducation, santé, services sociaux, environnement relèvent désormais du *Senedd* gallois et du *Holyrood* écossais. Mais paradoxalement, les néotravailleurs passent à côté de la

réforme des collectivités locales : si le gouvernement de Brown continue l'œuvre de Major en créant, entre 2007 et 2009, neuf *unitary authorities* (voir plus loin), rien d'autre n'aboutit. L'éventuelle création d'une assemblée régionale du Nord, conçue pour équilibrer les compétences locales avec l'Ecosse voisine, n'a jamais rien donné. Comme l'écrit Patrick Le Galès : "Le *New Labour* n'aime pas les contre-pouvoirs, ni les élus."

La politique économique de Tony Blair, portée par son chancelier de l'Echiquier Gordon Brown, est un succès considérable : de 1997 à 2007, la croissance s'élève en moyenne à 2,7% par an, la plus forte d'Europe de l'Ouest. L'inflation et les taux d'intérêt sont stables. Le taux de chômage ne dépasse pas les 5%. Les finances publiques sont assainies. La dette passe de 44% du P.I.B. à 36%. Pourtant les investissements publics dans la santé et l'éducation sont importants : 5% d'augmentation budgétaire par an, contre 2,75% pour les autres domaines d'action publique. Le budget du *National Health Service* double entre 1997 et 2005.

Plus généralement, les néotravailleurs modernisent l'ensemble des positions autrefois immuables du vieux Parti travailliste des décennies précédentes. Plus europhile, plus favorable aux entreprises, le *New Labour* de Blair et Brown, attirés par les succès du modèle étasunien, réforment le marché du travail avec la fusion des *Job Centres* et la flexibilisation de l'emploi. Les syndicats sortent de l'orbite du gouvernement au profit d'experts et d'entrepreneurs.

C'est à cette époque que les grands centres urbains du pays entament d'ambitieuses politiques de régénération dans leurs centres-villes. Tandis que les fonds alloués à la régénération urbaine sont regroupés au sein d'un *Single Regeneration Budget*, le gouvernement crée également une *Urban Task Force* chargée de concevoir la nouvelle stratégie du pays en matière d'urbanisme. L'objectif affiché est alors de favoriser le retour des classes aisées dans les centres-villes afin de provoquer leur "renaissance".

Enfin, les inégalités font l'objet de mouvements contradictoires. Le taux de pauvreté baisse sensiblement sous les gouvernements *New Labour* de Blair puis de Brown : de 23% en 2000 à 17% en 2010. Grâce à une redistribution davantage axée sur les plus démunis, les revenus des 40% les plus pauvres ont augmenté plus rapidement que pour le reste des actifs. Pour autant, la part des 1% les plus riches dans le patrimoine national a considérablement augmenté, sous l'effet de la montée en valeur

de l'immobilier (+150% en valeur entre 1997 et 2006) et du patrimoine boursier.

Florence Faucher-King et Patrick Le Galès (2010), dans un ouvrage de référence consacré à la politique des néotravailleurs, soulignent les zones d'ombre de leur bilan :

“Dix années de croissance économique ont contribué à accentuer les déséquilibres entre le Nord et le Sud de l'Angleterre. [...]

Malgré le renouveau de certaines villes du nord comme Leeds, Glasgow, Manchester et aujourd'hui Liverpool, ou des capitales redynamisées comme Édimbourg et Cardiff, les problèmes sociaux demeurent absolument massifs et concentrés au nord. [...]

La production industrielle britannique a continué à chuter pendant la première décennie travailliste. Cette détérioration s'est combinée à un boom continu de la consommation pour conduire à un déficit commercial qui s'est creusé année après année. [...]

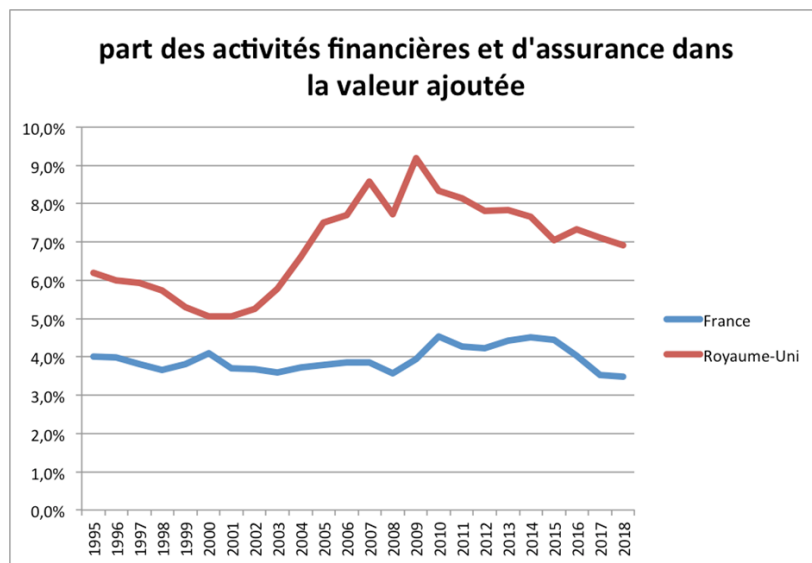
Le *New Labour* n'est certainement pas un gouvernement social-démocrate classique. [...] La tradition sociale-démocrate d'accès universel à certaines allocations a été remplacée par une rhétorique des droits et responsabilités des individus.”

Depuis 2010 : Une action publique fragilisée

Si la première atteinte portée à la puissance de l'État advient lors des mandats de Margaret Thatcher, cette logique va s'inverser durant les mandats de Blair et Brown. Mais dès le début de l'année 2008, la crise des *subprimes* et la récession qui s'ensuit plongent le Royaume-Uni dans une situation très délicate. Dans un pays où le secteur financier occupe une part disproportionnée (9,2% de la valeur ajoutée en 2009, la plus haute proportion du G7), le sauvetage des banques provoque une explosion de la dette publique. Bradford & Bingley, la Royal Bank of Scotland, Lloyds TBS et HBOS font l'objet de plans de sauvetage à hauteur de 37 milliards de livres sterling, tandis qu'en octobre 2008, le gouvernement travailliste annonce un plan de grands travaux censé

contrecarrer une récession inédite depuis le début des années 1980. En 2009, le P.I.B. chute de 4,2%.

La dette publique explose : en 2008, elle équivalait à 49,9% du P.I.B., alors qu'en 2010, elle atteint 75,6% du P.I.B. Le déficit public grimpe à 9,3% la même année. A l'approche des élections générales de 2010, la nécessité de l'austérité fait l'unanimité dans le paysage politique britannique, même si travaillistes et conservateurs s'opposent sur le calendrier d'une telle politique.



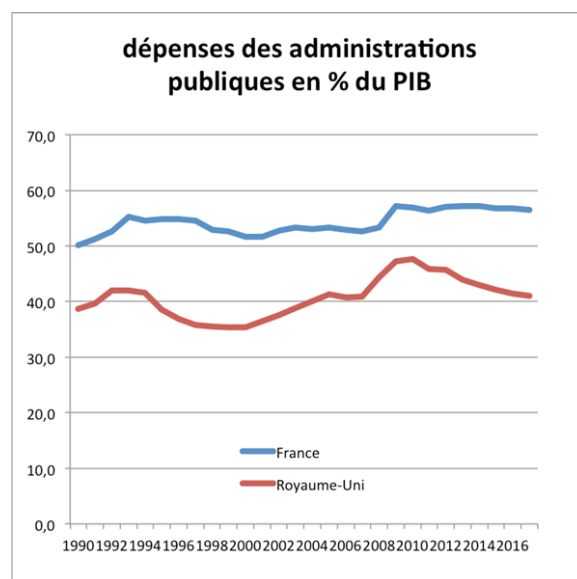
Source : Eurostat

Les conservateurs, menés par David Cameron, remportent le scrutin, sans pouvoir former une majorité au Parlement. Pour la première fois depuis 1974, une coalition est formée, cette fois avec les libéraux-démocrates (centristes) de Nick Clegg.

La *Big Society* : un *empowerment* en trompe-l'œil des communautés locales ?

Le premier budget du gouvernement de David Cameron prévoit un rétablissement de l'équilibre des comptes publics et une réduction de la dette à l'horizon 2019/2020. Au lieu d'augmenter la pression fiscale, Londres décide d'entamer une réduction drastique des dépenses de l'État, et, encore une fois, d'offrir un nouveau cadre pour l'action publique.

C'est dans cette optique que le terme de *Big Society* est introduit dans le débat public. Dans un discours prononcé à Liverpool, le 19 juillet 2010, David Cameron décrit une nouvelle société où l'État serait moins présent, où la centralisation londonienne laisserait la place aux



Source : Eurostat

responsabilités et aux volontés de chacun. L'appel à la société civile va de pair avec une contraction de l'État central, qui souhaite "décentraliser" le pays.

Ce paradigme est directement issu du *Civic conservatism*, un courant du Parti conservateur souhaitant s'éloigner de la violence des années Thatcher en faisant pencher le parti vers la gauche. Le mot clef est l'*empowerment* des communautés, afin de faire glisser le pouvoir des dirigeants au peuple.

Les collectivités locales, cibles privilégiées des coupes budgétaires

L'austérité des années 2010 n'a pas impacté les domaines de l'action publique de la même façon. Dès le début des coupes budgétaires, certains domaines considérés comme trop sensibles comme la santé, les pensions ou l'éducation ont été sanctuarisés interdisant au gouvernement toute baisse de moyens.

Ce n'est pas le cas des collectivités locales. Le budget alloué au *local government* est sans doute l'une des grandes victimes de ces années de rigueur. Les dotations de l'État central aux collectivités ont ainsi baissé de 56,3% entre les années budgétaires 2010/2011 (qui se finissent en mars) et 2019/2020, ce qui correspond à un budget total amputé d'un tiers. Le graphique ci-dessous précise le taux de baisse des dotations de l'État par type de collectivité (voir plus loin pour une présentation). Il montre deux choses : les coupes ciblent toutes les collectivités et n'épargnent de ce fait aucun territoire, et leur rythme est relativement régulier, avec un dixième de la somme totale en moins chaque année en moyenne.

Changes in local authority central grant funding, by type of authority

% change, year-on-year, England only

	2010/11 to 2011/12	2011/12 to 2012/13	2012/13 to 2013/14	2013/14 to 2014/15	2014/15 to 2015/16	2015/16 to 2016/17	2016/17 to 2017/18	2017/18 to 2018/19	2018/19 to 2019/20
Shire County (and districts)	-13.1%	-4.3%	-13.9%	-9.4%	-13.5%	-16.9%	-15.0%	-9.6%	-11.9%
Metropolitan District	-11.3%	-5.8%	-7.5%	-10.1%	-15.1%	-10.9%	-9.0%	-5.6%	-6.5%
Unitary	-11.4%	-4.9%	-9.8%	-9.9%	-14.5%	-13.4%	-11.4%	-7.1%	-8.5%
Inner London Borough	-11.3%	-6.4%	-5.1%	-10.7%	-15.3%	-9.6%	-7.9%	-4.8%	-5.7%
Outer London Borough	-11.3%	-5.2%	-9.2%	-10.0%	-14.4%	-13.0%	-11.0%	-6.8%	-8.3%
All authorities	-11.8%	-5.2%	-9.7%	-9.9%	-14.4%	-13.4%	-11.4%	-7.1%	-8.5%

Source: MHCLG Local Government Finance Settlement data

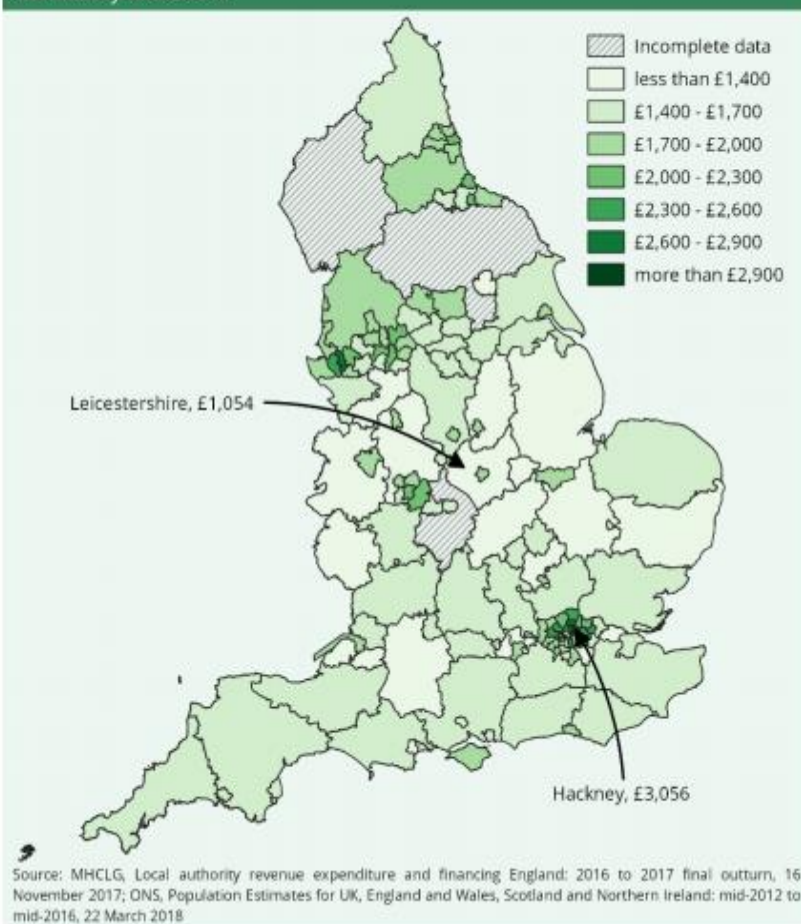
Source: House of Commons briefing papers

Malgré cette égalité devant les coupes, la dépense par personne varie toujours énormément selon les collectivités. Cette carte, qui montre les sommes dépensées par les collectivités par personne lors de l'année budgétaire 2017-2018, permet de remarquer que les *boroughs* centraux du Grand Londres et les grandes agglomérations du Nord dépensent plus que n'importe quelle région d'Angleterre.

Cette différenciation est également due à des taux de pauvreté accrus dans les grandes villes, les *shire counties* étant relativement épargnés. Si l'on observe les postes de dépenses des collectivités, l'éducation arrive en premier⁷ avec 32,3 milliards de livres (2017/18), suivi par l'aide sociale à destination des adultes (£15,3 Mds) et des enfants (£8,8 Mds).

Spending per person, by local authority in England, 2017-18

Shire counties and districts (combined), metropolitan districts, London boroughs and unitary authorities



Source: House of Commons briefing papers

à la baisse. Le budget d'entretien des routes a, sur la même période, baissé d'un quart en moyenne. La ville de Prescot, près de Liverpool, vend ses parcs à des promoteurs privés.

⁷ 68% des écoles, primaire et secondaire confondus, sont intégralement prises en charge par les collectivités locales.

Cette dégradation constante des services publics locaux entraîne de graves conséquences : perte d'autonomie, augmentation de la précarité, voire problèmes de santé supplémentaires, au sein d'une population déjà touchée par l'obésité et les problèmes de mobilité. L'action publique anglaise en arrive au point où les conséquences de ses propres coupes augmentent ses charges en aides sociales. Ainsi, entre 2010 et 2016, la dépense des collectivités en hébergement d'urgence pour les familles a augmenté de 39%.

Entre 2010 et 2015, les collectivités locales ont perdu 21,9% de leurs effectifs ; les entreprises publiques (BBC, Banque d'Angleterre, etc), 67% de leur personnel. Les équivalents en France de la fonction publique d'État et hospitalière sont les seuls épargnés, avec une augmentation de 1,4% sur la même période.

En matière de santé, le *National Health Service* est souvent présenté comme épargné par l'austérité. En réalité, le gel des dépenses empêche l'adaptation des hôpitaux à un besoin croissant en matière de santé, en particulier dans les régions les plus précaires d'Angleterre. Les files d'attente dans les services d'urgence comme chez les médecins généralistes s'allongent : en 2016, *The Guardian* révélait que le temps d'attente pour un rendez-vous chez le dentiste atteignait 18 mois.

Dans les hôpitaux, les maisons de retraite, les Job centres, l'appel à la sous-traitance pour réduire les coûts est désormais important. Le gouvernement, qui espérait confier ces marchés à des petites et moyennes entreprises de services, ont vu les contrats captés en grande partie par des groupes nationaux. Cette dynamique, qualifiée de *shadow state* par la presse, qui repose sur la volonté politique d'améliorer l'efficacité des services publics, amplifie une précarisation de l'emploi à travers la multiplication des postes mal payés. La *Living Wage Foundation* a estimé qu'1,2 million de travailleurs du secteur public ne sont pas suffisamment payés pour échapper à la pauvreté. Cela représente près de 20% des travailleurs pauvres.

Une thérapie de choc sans fin ?

Depuis plusieurs mois, la fin de l'austérité est un sujet récurrent dans le débat public britannique : les dépenses des collectivités locales repartent timidement à la hausse (+1,4% en 2016, +1,8% en 2017, +0,9% en 2018), et les dépenses en santé publique ont augmenté de £20 Mds entre 2016 et 2018.

Pour autant, et malgré l'annonce de Philip Hammond, chancelier de l'Echiquier, l'austérité est loin d'être terminée. Si la croissance demeure positive, et si les dépenses publiques cessent de diminuer, les écarts avec la situation avant-crise restent énormes. Pour les collectivités locales, la suppression définitive des dotations de l'État menace. La contrepartie, qui serait une captation totale de la *business tax*, effraie les collectivités où l'activité économique est en berne. Les ratés du lancement du *universal credit*, qui rassemble six allocations en un minimum unique destiné aux chômeurs et aux travailleurs précaires ont fragilisé encore davantage un pays où l'État s'est durablement désinvesti.

L'« État intelligent » promis par les conservateurs lors des élections générales de 2015, où les coupes quantitatives étaient censées donner lieu à des améliorations qualitatives est désormais pointé du doigt par une partie croissante des Britanniques, mais les sondages restent favorables au Parti conservateur.

Une banque alimentaire à Liverpool. Source : The Independent.



2. Le Brexit : où en est-on ?

Un historique des relations Union européenne - Royaume-Uni

Pendant les décennies qui ont suivi la signature des principaux accords fondateurs de la Communauté économique européenne, des débats intenses se sont tenus au sein de la société britannique. Si le Royaume-Uni était historiquement détaché de l'Europe continentale par sa condition d'île géographique et politique, la stagnation économique que connaît le pays dans les années 1960 par rapport aux membres de la C.E.E. pousse le gouvernement conservateur de Harold Macmillan à s'essayer à une première tentative d'accès.

Cependant, le veto français fait échouer ce premier effort : craignant de possibles ingérences nord-américaines dans la politique interne européenne à travers les britanniques, le Président De Gaulle refuse de permettre l'entrée au Royaume-Uni, "cheval de Troie américain".

Suite à la démission de De Gaulle en 1969, le Royaume-Uni demande officiellement d'accéder à la C.E.E. et en devient membre effectif en 1973 sous le mandat du conservateur Edward Heath. Après un premier référendum sur la question européenne en 1975 remporté par les europhiles (67% de votes pour *remain*), une partie de la gauche britannique devient pro-européenne sous le mandat de Thatcher : si beaucoup de travaillistes se méfiaient du libre-échange prôné par les fondateurs de la C.E.E., la révolution néolibérale transforme la relation de la gauche anglaise avec l'Europe, désormais perçue comme un moyen pour protéger les acquis sociaux des classes ouvrières.

Le détachement des Britanniques vis-à-vis du projet européen pointe à nouveau lors de la signature du Traité de Maastricht en 1992 : tout comme le Danemark, le Royaume-Uni obtient une exemption à l'exigence d'intégrer l'union monétaire, conservant ainsi sa propre monnaie et sa politique monétaire. Ce virage de la gauche anglaise vers l'europhisme va toutefois se poursuivre et se consolider sous le *New Labour* du mandat de Blair malgré la dérive eurosceptique du Parti conservateur.

Après la crise économique et financière de 2007-2008, la vague eurosceptique qui parcourt l'Europe continentale connaît un fort essor au Royaume-Uni. La popularité du parti anti-européen U.K.I.P. augmente dans les sondages ainsi que dans les élections, arrivant deuxième après le Parti conservateur lors des élections européennes de 2014.

En janvier 2013, le Premier ministre David Cameron promet, si le Parti conservateur est de nouveau majoritaire aux Communes à la suite des élections générales de 2015, la tenue d'un référendum sur le maintien du Royaume-Uni au sein de l'Union européenne, de manière à répondre à la montée du U.K.I.P. Suite à la courte victoire des conservateurs à la Chambre des Communes lors des élections du 7 mai, le projet de loi prévoyant l'organisation d'un référendum est déposé.

Malgré les quelques concessions accordées par l'Union européenne et le support explicite du gouvernement au *remain*, le 23 juin 2016, les citoyens britanniques décident à 51,9 % de sortir de l'Union européenne. Londres et les grandes villes votent globalement pour rester dans l'Union, ainsi que la majorité des Écossais et des Irlandais du Nord, quand le reste du pays choisit de sortir. Cette victoire inattendue du *leave* provoque la démission de David Cameron au lendemain du vote et celle de Nigel Farage, le charismatique leader de l'U.K.I.P., quelques semaines après.

Le 13 juillet, Theresa May est nommée Première ministre d'un gouvernement dont le mandat est d'organiser le Brexit. Michel Barnier est le négociateur en chef de la Commission chargée de la conduite des négociations avec le Royaume-Uni. Suite à la confirmation par la Cour suprême britannique de la compétence du Parlement pour que le gouvernement puisse actionner l'article 50 du Traité de l'Union européenne (T.U.E.), qui conditionne la sortie de l'Union, le Parlement vote le *European Union (Notification of Withdrawal) Bill* le 29 mars 2017. Les parties ont alors exactement deux ans pour aboutir à un accord de retrait. La négociation des futures relations entre Londres et les Européens devra être envisagée dans un deuxième temps.

Cependant, lors des élections législatives anticipées du 8 juin 2017, Theresa May perd la majorité absolue à la Chambre des Communes, et doit donc former un gouvernement de coalition entre le Parti conservateur et le *Democratic Unionist Party*, parti conservateur unioniste d'Irlande du Nord : le 19 juin, les négociations entre le Royaume-Uni et l'Union européenne débutent officiellement.

L'accord issu des négociations entre l'Union européenne et le Royaume-Uni est approuvé le 25 novembre par les dirigeants des Vingt-Sept réunis en sommet extraordinaire à Bruxelles.

May subit toutefois les oppositions cumulées des travaillistes, des députés conservateurs partisans d'une ligne dure face à l'Union européenne (précédemment, deux ministres pro-Brexit démissionnent : le ministre des Affaires étrangères Boris Johnson et le ministre du Brexit David Davis), ainsi que des unionistes irlandais membres de la coalition gouvernementale.

Le Parlement britannique rejette une première fois l'accord le 15 janvier 2019, à 432 voix contre 202, puis une deuxième fois le 12 mars 2019, à 391 voix contre 242.

Ce que contient l'accord de retrait

Le gouvernement May et la Commission européenne parviennent à un accord sur trois grands principes : s'agissant de la facture du divorce, les Britanniques acceptent de payer à l'Union européenne tous les engagements déjà pris au titre du budget 2014-2020, ainsi que les autres contributions dues par Londres, comme par exemple pour les retraites des fonctionnaires européens. Soit une contribution de 39 Mds de livres au budget européen. Au contraire, si aucun accord n'était finalement conclu, le Royaume-Uni n'aurait pas à tenir ces engagements.

Deuxièmement, Londres et Bruxelles s'engagent à préserver, après le Brexit, l'intégralité des droits des citoyens européens déjà établis au Royaume-Uni, et inversement (cela concerne 4 millions de citoyens).

Enfin, il est décidé que le Brexit n'engendrera pas le rétablissement d'une frontière physique entre l'Irlande du Nord et la République d'Irlande, pour préserver le traité de paix signé à Belfast en 1998. Une telle frontière pourrait raviver les tensions autour de la partition de l'Irlande, et s'avérer désastreuse pour l'économie des deux parties de l'île, puisque 31% des exportations nord-irlandaises sont destinées au marché irlandais en 2016.

Pour éviter cela, l'accord prévoit un « filet de sécurité » (*backstop*) au terme duquel le Royaume-Uni restera membre de l'union douanière tant qu'aucun accord de libre-échange n'aura été conclu avec l'Union européenne. Le « territoire douanier unique » entre le Royaume-Uni et l'Union européenne concernera tous les biens, industriels et agricoles,

sauf les produits de la pêche, pour lesquels un accord spécifique devra être trouvé rapidement. Le Royaume-Uni conservera l'accès au marché unique européen pour les biens. En contrepartie, il devra se conformer à la politique commerciale de l'Union et ne pourra signer en son nom d'accords de libre-échange de biens avec des pays tiers. Londres devra aussi s'aligner sur les réglementations européennes dans beaucoup de domaines, notamment en matière de concurrence, de fiscalité, de normes sociales et environnementales.

Cet accord trace également les grandes lignes de ce que seront les relations futures entre le Royaume-Uni et l'Union européenne. Mais l'accord complet sur les relations futures doit lui être négocié durant la période de transition prévue après la signature de l'accord de retrait (cette période de transition est censée durer jusqu'au 31 décembre 2020, mais pourrait également être étendue). Cette période de transition est prévue par l'accord de retrait. Cela implique donc que sans cet accord, il n'y aura pas de période de transition pour négocier ces relations futures.

La période de transition prévoit que le Royaume-Uni devienne un pays tiers, exclu des organes de décision de l'Union (il n'y aura plus de Commissaires européens ni de représentant au sein du Conseil Européen, ni de députés européens), mais qui dans les faits se comporte presque comme un membre à part entière. Le pays devra contribuer au budget européen et appliquer le droit européen dans son intégralité (la liberté de circulation des personnes étant maintenue).

Concernant la défense et la sécurité, l'accord de retrait passe très vite sur ces questions. Le chapitre sécuritaire devrait être négocié en profondeur après la signature de l'accord de retrait. On peut néanmoins discerner certaines grandes lignes : la coopération en termes de renseignement, de lutte antiterroriste ou contre les cyberattaques devrait être maintenue.

Du côté des services financiers, les opérateurs installés à la City devraient perdre leur « passeport européen » leur donnant le droit de proposer des services dans les 27 Etats sans y être présents. Celui-ci serait remplacé par un système d'équivalences qui reste à définir. Ces équivalences existent déjà avec des pays comme les Etats-Unis et sont plus fragiles que les passeports européens : la Commission européenne peut choisir de les révoquer.

Du point de vue économique, l'Union pouvait craindre qu'une fois affranchis des règles européennes, les Britanniques ne se tournent vers des stratégies de dumping social, environnemental ou encore fiscal. Cela pourrait avoir des effets désastreux, en particulier pour les pays voisins du Royaume-Uni comme les Pays-Bas, le Danemark ou encore la France. L'accord de retrait met donc en place des garde-fous pour s'assurer que le Royaume Uni ne devienne pas le nouveau paradis du dumping.

Les points d'achoppement du divorce

Le principal point qui cristallise l'opposition à cet accord est celui du *backstop*. Pour éviter de recréer une frontière dure entre l'Irlande du Nord et la République d'Irlande, le projet négocié avec l'Union européenne prévoit que le Royaume-Uni dans son ensemble puisse rester jusqu'à une date indéterminée dans une union douanière avec l'Union européenne et que l'Irlande du Nord applique les règles du marché unique européen des biens, ce qui imposerait des contrôles entre son territoire et le reste du Royaume-Uni.

Mais certains conservateurs craignent que le dispositif ne devienne pérenne et n'empêche le Royaume-Uni de mener librement sa politique commerciale. Pourtant, lors de la re-négociation entre le gouvernement May et Bruxelles, les modalités du *backstop* avaient été modifiées pour garantir que l'Union ne puisse pas contraindre le Royaume-Uni à demeurer au sein de l'union douanière indéfiniment – sans convaincre une partie des parlementaires britanniques. De leur côté, les membres du Parti unioniste Nord-Irlandais (*D.U.P.*) s'opposent également à l'accord, au nom de l'intégrité du territoire britannique.

Du côté des parlementaires britanniques, qu'il s'agisse des conservateurs ou des travaillistes, les raisons du rejet de l'accord sont diverses et parfois contradictoires. Derrière les raisons de fond, on peut également lire certains calculs politiques. L'attitude des travaillistes est à ce titre ambiguë : l'argument central est « tout sauf un *no deal* », mais rejeter tous les accords proposer, c'est prendre le risque d'un *hard Brexit*, sans accord.

Dans le camp des conservateurs, on trouve plusieurs courants : certains souhaitent demeurer dans l'Union, d'autres suivent Theresa May, et d'autres encore, défenseurs du *hard Brexit*, accusent la Première ministre d'être trop laxiste avec l'Union européenne et de sacrifier les

intérêts du peuple britannique. Encore une fois, on peut y discerner un enjeu sous-jacent de rivalité de pouvoir. Le chef de file des *hard brexiteers* Jacob Rees-Mogg espère reprendre le flambeau si Theresa May en venait à finalement démissionner en cas d'échec des négociations.

L'après-Brexit : quelles relations futures entre l'Union européenne et le Royaume-Uni ?

Les objectifs des parties ne sont pas faciles à concilier. L'objectif du Royaume-Uni est de maximiser son accès au marché intérieur européen, de conserver une place importante du point de vue politique et financier, et de pouvoir contrôler l'immigration. Il faudrait donc un accord sur mesure, avec un accès le plus large possible au marché intérieur (en incluant les services financiers qui sont centraux pour le Royaume-Uni étant donné la place cruciale de la City dans l'économie du pays) mais la possibilité de contrôler l'immigration.

Les Britanniques espèrent donc pouvoir obtenir un contrôle total sur leur politique migratoire, tout en bénéficiant d'un accès au marché unique. Mais pour les 27, l'accès au marché unique est conditionné au respect de l'ensemble des règles qui assurent le bon fonctionnement du système. Et cela inclut donc bien entendu les quatre libertés de circulation : des biens, des personnes, des services et des capitaux. Elles sont indissociables.

C'est aussi la survie de l'Union européenne qui se joue dans ce divorce : il s'agit pour l'institution de montrer qu'il n'est pas aisé de sortir de l'Union. Face à la montée des mouvements populistes, l'Union européenne cherche également à convaincre les membres actuels qu'il n'est pas du tout avantageux de chercher à quitter cette institution. Beaucoup des *brexiteers* accusent d'ailleurs les négociateurs européens de chercher à punir le Royaume-Uni.

Il existe différents modèles de relations avec l'Union européenne pour les pays tiers. En premier lieu, le système norvégien : ce pays fait partie de l'Espace économique européen depuis 1992. L'attrait principal de l'adhésion à l'E.E.E. est qu'elle confère des droits et obligations égaux au sein du marché unique aux pays non-membres de l'Union européenne, ce qui pourrait donner au Royaume-Uni le "commerce sans frottement" souhaité. Cependant, la contrepartie est que les Etats membres de l'E.E.E. doivent adopter la législation de l'Union européenne relative aux

quatre libertés pré-citées et à la compétence de la Cour de justice de l'Union européenne. Ces pays doivent contribuer au budget de l'Union européenne et appliquer les règles européennes, sans participer à leur élaboration ni à la prise de décision. Or le Royaume-Uni souhaite conserver son autonomie réglementaire et échapper à la juridiction de la Cour de justice de l'Union européenne. Cette solution pose en outre le problème de la libre circulation des personnes à laquelle le Royaume-Uni souhaite mettre un terme.

Il existe également un modèle « suisse ». Les relations de la Suisse avec l'Union européenne sont régies par un ensemble d'accords bilatéraux qui contribuent à l'accès (à l'essentiel) du marché unique, mais cela a été possible seulement à la condition que la Suisse accepte la libre circulation des personnes. La Suisse contribue également au budget de l'Union européenne, une autre limite pour le Royaume-Uni. Cependant, en tant que membre de l'A.E.L.E., la Suisse est libre de négocier des accords de libre-échange avec des Etats tiers, ce qui constitue l'un des objectifs du Royaume-Uni.

Le Royaume Uni pourrait aussi conclure un accord de partenariat et de coopération (A.P.C.) qui crée un cadre de coopération entre des pays tiers et l'Union européenne, à l'instar de l'Ukraine. Le principal attrait pour le Royaume-Uni de ce type d'accord est que cela permettrait un accès "approfondi et complet" au marché unique sans que ne soit exigée la liberté de circulation. En revanche, cela ne permettrait pas de soustraire le Royaume-Uni à la compétence de la Cour de justice ou à la nécessité d'accepter la réglementation de l'Union européenne.

Quant à la solution de l'union douanière, telle que mise en place avec la Turquie, elle priverait le Royaume-Uni de la possibilité de développer une politique commerciale autonome.

C'est pourquoi aucune des solutions évoquées ne convient vraiment au Royaume-Uni. Londres souhaite trouver un nouveau compromis qui permettrait à la fois de contrôler l'immigration en provenance de l'Union européenne tout en bénéficiant d'un accès aux marchés européens de biens et de services, tout en pouvant développer de nouveaux accords commerciaux avec des pays tiers. La situation qui semble la plus proche de ce que souhaite le gouvernement May est celle du Canada avec l'Union européenne.

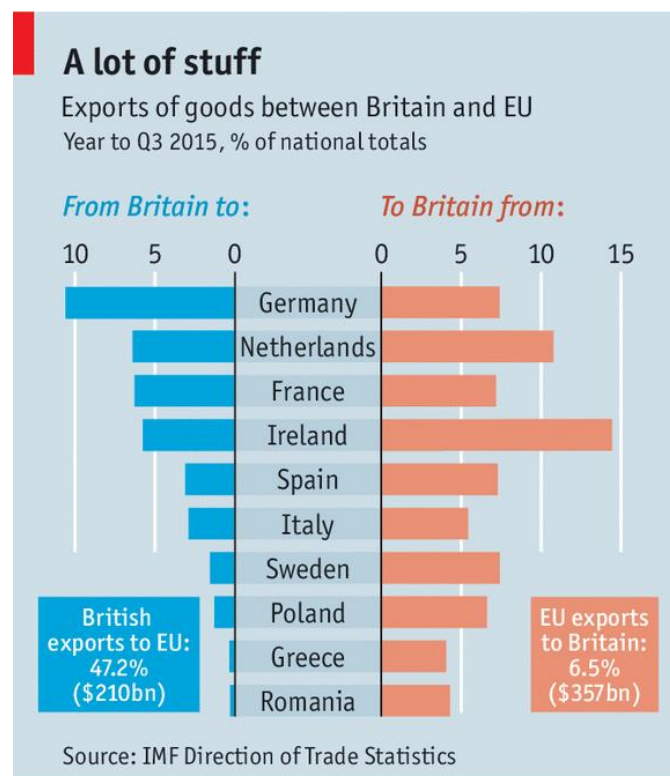
Depuis 2016 les deux parties ont signé un accord de libre-échange. L'accord économique et commercial global (A.E.C.G.) supprime 98% des droits de douanes entre les deux régions, contient des volets sur le commerce des services, il harmonise les normes des deux côtés et reconnaît les normes européennes pour exporter au Canada. On y trouve également des dispositions concernant le développement durable, l'environnement et le droit du travail, et la reconnaissance de certains diplômes et qualifications. Seulement, Il faudrait donc conclure de nouveaux accords et le gouvernement anglais a prévenu qu'environ dix années seraient nécessaires pour concrétiser tous ces futurs traités.

Si le Royaume-Uni conclut un accord de libre-échange semblable à celui qui lie le Canada à l'Union européenne, selon les experts du Trésor britannique, chaque foyer britannique perdrait 5400 euros de revenus annuels bruts. Et le P.I.B. du pays serait d'ici à 2030 inférieur de 6% à ce qu'il aurait pu être si le Royaume-Uni était resté membre de l'Union européenne.

Les effets économiques du Brexit

L'Union européenne exporte 10% de sa production au Royaume-Uni, alors que le Royaume-Uni réalise 45% de ses exportations vers l'Union européenne. C'est donc bien le Royaume-Uni qui a le plus à perdre en cas de rétablissement de barrières douanières.

A l'heure actuelle, le Royaume-Uni est plutôt dans une situation économique faste, avec le plein emploi, une hausse du pouvoir d'achat, des entreprises en bonne posture. Néanmoins, certains effets du Brexit se font déjà sentir. On observe une forte incertitude qui pèse sur les investissements outre-Manche, en raison du flou autour des modalités de l'accord de retrait.



La provenance des exportations et importations entre le Royaume-Uni et l'Union européenne. Source : The Economist.

C'est pourquoi le 7 février 2019, la Banque d'Angleterre a prédit une croissance économique la plus faible depuis dix ans, avec un risque substantiel de récession. Un accord avec l'Union européenne pourrait certes provoquer un rebond, mais selon plusieurs experts, le Brexit a déjà couté entre 1,5 et 2,3 points de croissance par rapport à ce qui aurait été le cas sans Brexit.

Les investisseurs ne sont pas les seuls à douter. La consommation des ménages britanniques est également affectée par ce climat d'incertitude. Alors que le Royaume-Uni connaît le plein emploi, et que les salaires ont même commencé à augmenter au cours des derniers mois (le revenu réel des ménages a progressé de 2,5% sur l'année écoulée), les Britanniques surveillent leurs dépenses. Pour preuve, les ventes au détail ont baissé de 0,2% au quatrième trimestre.

Tous les secteurs et tous les territoires ne sont pas touchés de la même manière ni avec la même force par le Brexit. L'exemple le plus parlant est peut-être celui du secteur automobile britannique, très durement touché, et qui pourrait l'être encore plus en cas de non-accord. Les investissements dans le secteur se sont effondrés au cours de l'année passée (de 1,6 milliard de livres en 2016 à seulement 0,6 milliard en 2018), et la production est en recul de 9%.

Actuellement, 80% de la production est exportée, dont la moitié au sein de l'Union européenne, et 16% avec des pays ayant des accords de libre-échange avec l'Union. Et les usines fonctionnent en flux tendu, avec des pièces détachées arrivant quotidiennement : 1100 camions franchissent chaque jour la frontière. Ainsi, le moindre retard provoqué par des contrôles aux frontières pourrait enrayer toute la machine. 4500 suppressions d'emplois ont déjà été annoncées le 10 janvier par *Jaguar-Land Rover*, et le 19 février, *Honda* a annoncé la fermeture de sa seule usine automobile en Grande-Bretagne pour centraliser sa production au Japon. Ce sont donc 3500 emplois directs qui vont disparaître.

L'usine *Honda* est située à Swindon, à 130 km au sud de Londres. La ville compte 185 000 habitants, et dépend beaucoup des grandes firmes comme *BMW*, *Honda* ou encore *Motorola*. Plus généralement, les sites industriels qui existent encore aujourd'hui au Royaume-Uni ne se trouvent pas sur les territoires les mieux portants (qui sont surtout ceux où se concentrent les services).

Récemment, l'*Institute of Directors*, un organisme professionnel britannique, a réalisé un sondage : sur les 1200 entreprises interrogées, 29% ont estimé que le Brexit représentait un risque considérable pour leurs activités. 11% des sondés ont mis en place un plan de délocalisation à exécution. Certaines multinationales comme *Sony* par exemple ont déjà rejoint le continent pour s'installer aux Pays-Bas.

D'autres secteurs semblent moins affectés, à commencer par le secteur financier. Alors que l'on annonçait un effondrement de la City au profit des places financières européennes comme celles de Paris ou de Francfort, force est de constater que cette fuite n'a pour l'instant pas eu lieu. La City devrait rester incontournable à l'échelle européenne car il est presque impossible de reproduire sur le continent une concentration de capitaux et de professionnels de la finance capable de concurrencer Londres.

De plus, les reliquats de l'Empire britannique comptent parmi les plus importants paradis fiscaux au monde : un tiers de ces territoires *offshore* appartiennent à la Couronne. Cette finance occulte (qui pourrait être un atout précieux pour demeurer la principale place financière mondiale) s'illustre avec une acuité particulière dans la capitale britannique : on compte 40 000 propriétés dans les quartiers chics londoniens qui appartiennent à des sociétés écrans venues de l'étrangers, et ayant une immatriculation dans un paradis fiscal britannique.

D'autre part, les dix plus grands propriétaires de tours dans la City et à *Canary Wharf* viennent du Qatar, de Chine ou encore du Brésil : rien qui ne se rattache fondamentalement à l'Union européenne. Ainsi, les territoires qui sont déjà les mieux dotés devraient être assez solides pour ne pas trop souffrir des effets du Brexit.

La situation pourrait cependant évoluer moins favorablement à long terme. L'Union européenne a par exemple décidé de reconnaître temporairement les chambres de compensation britanniques, afin d'éviter un chaos financier en cas de sortie sans accord. Mais les positions des régulateurs se durciront peu à peu, et cela pourrait à terme forcer les chambres de compensation à déménager.

Un exemple marquant s'illustre d'ailleurs déjà à moyen terme : le secteur immobilier londonien, qui est globalement resté très dynamique ces dernières années, même après le référendum, commence à être lui aussi touché par l'incertitude. Les investisseurs ont retiré 1,3 milliard

d'euros des fonds d'investissement immobiliers au Royaume-Uni au cours des six derniers mois.

Bien entendu, les territoires britanniques ne seraient pas les seuls à être impactés par le Brexit. Globalement, l'Allemagne, la France, les Pays-Bas et la Belgique devraient faire partie des pays les plus touchés, car il s'agit de pays dont l'économie est beaucoup tournée vers le Royaume-Uni, du moins plus que d'autres pays européens. Avec les territoires frontaliers en première ligne.

Les options à court terme⁸

Deux jours après avoir rejeté à nouveau l'accord de divorce, les parlementaires ont voté pour un report de la date du Brexit, afin de ne pas sortir de l'Union européenne sans accord le 29 mars. Le 20 mars, Theresa May a officiellement formulé une demande de report du Brexit au 30 juin. L'accord conclu le 21 mars par les dirigeants européens renvoie la sortie désormais au 12 avril ou au 22 mai, selon si les parlementaires britanniques votent, ou non, l'accord porté par la Première ministre, Theresa May.

Si le traité de retrait est finalement présenté et adopté, le divorce aura lieu le 22 mai de façon ordonnée, avec une période de transition de près de deux ans. Si les députés britanniques rejettent le traité de retrait, Londres aura jusqu'au 12 avril, date butoir pour présenter des candidats aux élections européennes, pour mettre au point une solution alternative. Sinon, le Royaume-Uni sortira de l'Union européenne sans accord.

Un schéma complexe qui laisse aux Britanniques toutes les options sur la table pendant trois semaines :

1. Brexit avec accord le 22 mai.
2. Brexit sans accord après le 12 avril.
3. Long report du Brexit (voire abandon).

Si Londres formule une proposition pour éviter une sortie sans accord, le Brexit pourra être reporté à une date indéterminée. Pour être accepté par l'Union européenne, ce cas de figure implique que le Royaume-Uni prenne part aux élections européennes.

⁸ Rédigé le 29/03.

La Commission européenne a prévenu qu'un report de ce type devrait courir au moins jusqu'à fin 2019, laissant ainsi le temps au pays de réfléchir à ce qu'il veut faire. Changement de Premier ministre, élections générales, deuxième référendum ou encore changement des lignes rouges posées dans les négociations par le gouvernement britannique : toutes les options sont possibles. « *En tant que Première ministre, je ne suis pas prête à reporter le Brexit au-delà du 30 juin* », a affirmé Theresa May mercredi, laissant entendre qu'elle pourrait démissionner en cas de long report.

Enfin, il pourrait ne pas y avoir de Brexit. Ce scénario est à l'heure actuelle le moins probable, puisque Theresa May s'y oppose catégoriquement. Mais dans un tel chaos, rien ne peut être affirmé définitivement. Après tout, une pétition en ligne réclamant le maintien du pays dans l'Union européenne a reçu plus 5 millions de signatures. Et selon la Cour de justice de l'Union européenne, le Royaume-Uni peut décider seul de renoncer à quitter l'Union, sans avoir besoin de l'aval des autres États membres. Mais un tel revirement n'est pas faisable politiquement sans l'organisation de nouvelles élections ou d'un nouveau référendum.

Les conséquences d'un « no deal »

Scénario cataclysmique, longtemps rejeté comme impossible et inenvisageable à cause des conséquences dramatiques à la fois pour le Royaume-Uni et pour l'Union européenne, le *no deal* a fini par devenir une crainte, puis une option à prendre au sérieux. Les parlementaires britanniques ont certes récemment voté contre un *no deal*, au lendemain de leur vote rejetant une nouvelle fois l'accord de divorce. Mais comme le note ironiquement le premier ministre néerlandais Mark Rutte :

« *C'est comme si le Titanic avait voté contre l'iceberg.* »

On sombrerait alors dans une situation d'imbroglie juridique et technique, dont les effets pourraient être désastreux. Du jour au lendemain, le Royaume-Uni perdrait le bénéfice de tous les accords conclus avec l'Union européenne. Instantanément, les Britanniques devraient dépendre des règles de commerce de l'O.M.C. et ainsi s'acquitter de 7,2 milliards d'euros de droits de douane supplémentaires chaque année.

Des problèmes plus immédiats pourraient se poser. En premier lieu celui des embouteillages : de multiples contrôles douaniers devraient être

mis en place en cas de non-accord. Cela pourrait provoquer des pénuries de médicaments, créer des embouteillages aux abords des ports, ou empêcher les avions de circuler. D'ailleurs, on a assisté, en début d'année à une prophétie auto-réalisatrice : par peur de ne plus avoir de médicaments, les ménages britanniques ont fait des stocks et provoqué un début de pénurie sur certains articles.

Londres et Bruxelles ont mis en place des mesures légales d'urgence pour que le trafic aérien et le commerce puissent se poursuivre sans trop d'encombres. De la même manière, le gouvernement britannique a annoncé qu'il n'y aurait pas de contrôles douaniers au lendemain d'un Brexit sans accord. De quoi éviter les scènes apocalyptiques de pénuries et d'embouteillages monstres.

Les conséquences d'un report long (de 9 à 21 mois)

Theresa May avait prévenu le Parlement : « Si vous rejetez cet accord, nous risquons de ne jamais quitter l'Union européenne ». Un long report aurait l'avantage de réduire considérablement les chances de vivre un jour un *no deal*. Les 27 pourraient espérer une nouvelle approche de la part du Royaume-Uni. Un nouveau gouvernement appuyé sur une nouvelle majorité pourrait permettre un Brexit *soft* comme le souhaitent par exemple beaucoup de partisans du *Labour*.

On évoque même la possibilité d'un second référendum : les Européens ont beau être épuisés par les négociations, il serait encore temps de tout arrêter et de renoncer au Brexit. Mais cette solution de report long ne serait pas sans poser de problème. Les élections européennes se déroulant entre le 23 et le 26 mai 2019, le Royaume-Uni devra y participer.

Dans ce cas de figure, les Britanniques auront des eurodéputés, ainsi qu'un(e) Commissaire européen(ne) à Bruxelles. Ainsi ils participeraient aux prises de décisions, y compris les plus cruciales : on pense bien entendu au budget pluriannuel 2021-2028. Les Européens, qui n'ont plus beaucoup de confiance envers les négociateurs britanniques, craignent que ces derniers ne fassent du chantage dans le contexte du Brexit.

Ainsi, l'Elysée a prévenu qu'un report long n'était envisageable que s'il était mis en place au service d'un plan. Le Brexit détourne en effet depuis deux ans déjà l'Union européenne de ses priorités (défense commune à renforcer, faire bloc contre la Chine, s'atteler au problème du

protectionnisme américain, etc.). Outre le signe de faiblesse politique que constituerait l'acceptation d'un report long, cela pourrait nuire pendant encore de longs mois aux avancées du projet européen.

Le Brexit : ses partisans en souffrent déjà le plus

Les divisions entre les Britanniques ne datent pas du Brexit. Ce dernier était même l'illustration la plus marquante des fractures entre les différentes couches de la population, et entre les différents territoires. Ces multiples fractures politiques et sociales risquent d'être amplifiées par les effets du Brexit.

A l'échelle du Royaume-Uni, un pays comme l'Ecosse pourrait notamment quitter le navire de l'*Union Jack* : les électeurs écossais se sont prononcés à 62% pour un maintien dans l'Union européenne. Après l'échec du référendum sur l'indépendance en 2014, la question pourrait de nouveau être posée aux électeurs afin de pouvoir toujours profiter du marché commun européen, et plus largement, de demeurer au sein de l'Union européenne.

Cependant, les Ecossais perdraient alors les énormes subventions fournies par le gouvernement central. En effet, malgré la baisse des dotations aux collectivités, la dépense publique écossaise de 64,5 milliards de £ (pour l'exercice 2011-2012 et pour des revenus de 56,9 milliards de £) est assurée en très grande partie par une dotation globale forfaitaire versée par le gouvernement britannique dont le montant est revu tous les ans lors de négociations. Le risque de perdre ces subventions explique que la fièvre de l'indépendance ne se soit pas immédiatement fait sentir au lendemain du Brexit.

Plus largement, le Brexit a illustré une révolte du peuple contre l'immigration de masse permise par la libre circulation au sein de l'Union européenne mais aussi contre les élites mondialisées qui semblent en profiter. C'est l'affrontement entre les *somewheres* (les gens de quelque part, les perdants de la mondialisation, ceux qui voient leurs emplois se délocaliser, leur territoire se désertifier) contre les *anywheres* (les gens de n'importe où, ceux qui profitent de la mondialisation, les élites, qui sont mobiles géographiquement et ouvertes au progrès social), pour reprendre

la terminologie utilisée par David Goodhart dans son ouvrage *The road to somewhere*.

Les *somewheres* ont observé que les *anywheres* soutenaient en grande majorité le maintien dans l'Union, et ils y ont vu le fait que si les élites voulaient rester c'était pour préserver leurs privilèges. Tout se passe comme si les mots de Benjamin Disraeli dans *Sybil or the two nations*, en 1845, s'illustraient avec une acuité renforcée:

Deux nations entre lesquelles il n'y a ni relation ni sympathie ; qui sont aussi ignorantes des coutumes, des pensées et des sentiments l'une de l'autre que si leurs habitants appartenaient à des planètes différentes qui ne sont pas gouvernées par les mêmes lois... Les riches et les pauvres.

Peter Jones, professeur à UCL, estime que ce sont certainement ceux qui ont voté pour le Brexit qui risquent d'en souffrir le plus. Dans un pays où l'Etat-providence est très faible, la sortie de l'Union européenne risque de fragiliser encore plus les populations les plus précaires. Les petits boulots sans contrat de travail, la dérégulation du marché du travail risquent de s'accroître avec la sortie de l'Union européenne. Et pendant la campagne du Brexit, personne n'a évoqué les subventions de Bruxelles pour les territoires en difficulté.

Cependant, pour l'instant, les effets du Brexit sont encore peu visibles dans la vie de tous les jours. Beaucoup de partisans du Brexit le sont toujours, et pestent contre les élites du pays qui semblent vouloir les berner et tenter soit de les faire revenir sur leur décision, soit de s'arranger pour que le Brexit ne change finalement rien en réalité. Mais la crise populaire contre le monde politique pourrait s'amplifier si le Brexit affecte finalement encore davantage la vie des plus déshérités.

Le contrôle aux frontières de l'aéroport d'Heathrow, à Londres. Source : The Telegraph.



Annexes

ANNEXE 1 : L'ORGANISATION TERRITORIALE BRITANNIQUE

L'observateur français, habitué à une gestion cartésienne de la carte territoriale nationale, trouvera au Royaume-Uni une complexité qui peut sembler à certains égards déroutante. Si le Royaume-Uni reste fortement centralisé, du moins en Angleterre, il ne faudrait pas en déduire que l'administration locale est aussi uniforme qu'en France. En effet, les collectivités territoriales britanniques, désignées par le terme '*local government*', ont connu plusieurs réformes depuis le début des années 1970, différenciées selon les régions et souvent basées sur le volontariat. L'organisation territoriale du pays est une mosaïque d'entités différentes aux compétences variées

La carte territoriale britannique hérite en ligne directe d'un système à deux échelons de gouvernance conçu dans les *Local Government Acts* de 1888 et de 1894. Le territoire est alors divisé en *counties* (comtés), eux-mêmes composés de *districts*, à mi-chemin entre la commune et le département français.

Leur découpage se base sur les entités historiques du Royaume-Uni remontant pour la plupart aux Normands, voire aux Saxons. Les *districts* sont divisés en *wards*, les plus petites entités de la carte territoriale, au sein desquels sont élus les conseillers qui vont composer le *council* du district.

Le *Local Government Act* de 1972 a réformé cet héritage victorien, sans toucher aux fondamentaux. La nouvelle carte comptait 45 *counties* et 332 *districts*, dont 36 '*metropolitan districts*'. La région⁹ de Londres se voyait divisée en 32 *boroughs*, coordonnés par un *Greater London Council*, ancêtre de la *Greater London Authority*.

Le *Local Government Act* de 1972 attribue aux *counties* les compétences suivantes : éducation, aménagement, transport, gestion des autoroutes et des grands axes, gestion des pompiers, services sociaux, bibliothèques, stockage des déchets, collecte des impôts locaux. Les *districts* ont, quant à eux, les compétences suivantes : logements sociaux, émission des permis de construire, entretien des routes locales, gestion

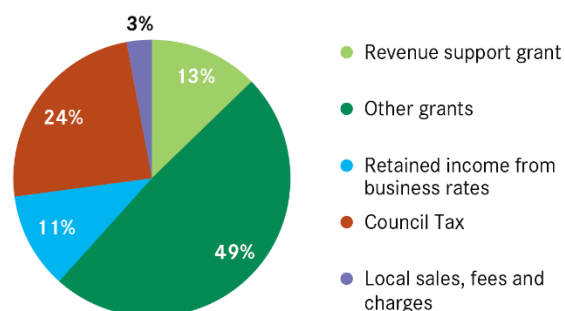
⁹ L'Angleterre a dû se mettre à l'heure européenne en créant des "régions", mais si elles existent sur papier, une seule de ces régions "statistiques", celle de Londres, a son conseil et sa fonction de gouvernance territoriale. Les autres n'ont ni assemblées ni rôles administratifs.

des marchés et des foires, collecte des déchets et recyclage, gestion des cimetières, parcs et lieux touristiques, santé et environnement.

Les recettes des collectivités se basent partout sur trois sources de financements :

- La *council tax* (taxe sur les propriétés bâties), perçue à l'échelle des districts ou des *unitary authorities* (qui rassemblent les compétences des comtés et des districts).
- Une part de la *business tax* (ensemble d'impôts sur les sociétés) perçue sur le territoire de la collectivité (le *county*, le plus souvent).
- Les dotations du gouvernement (essentiellement le *Revenue Support Grant*, mais aussi des dotations à l'éducation, etc.).

Les revenus des collectivités anglaises.
Source : Centre for cities.



Si l'on observe les postes de dépenses des collectivités, l'éducation arrive en premier¹⁰ avec 32,3 milliards de livres (2017/18), suivi par l'aide sociale à destination des adultes (£15,3 Mds) et des enfants (£8 Mds).

LES COMPETENCES DES COLLECTIVITES

Les *county councils* sont responsables des domaines suivants :

- L'éducation
- Le transport
- L'aménagement
- Les pompiers et la police
- L'aide sociale
- Les bibliothèques
- Le traitement des déchets

¹⁰ 68% des écoles, primaire et secondaire confondus, sont intégralement prises en charge par les collectivités locales.

Les *districts* sont responsables des domaines suivants :

- La collecte des ordures
- Le recyclage
- La collecte de la *council tax*
- Le logement
- La délivrance des permis de construire

Les *unitary authorities* rassemblent toutes ces compétences. Dans le Grand Londres et certaines agglomérations, une autorité se charge le plus souvent des services de police et des pompiers, ainsi que des transports publics (i.e. la *Greater London Authority*).

Les *parish councils* - conseils de paroisse - prennent en charge les espaces verts, les horloges publiques, les abribus, les centres communautaires, les aires de jeux, les subventions aux associations, et sont consultées sur les projets d'aménagement locaux, proposés par les *counties*.

Entre ces entités et l'État central s'est ajouté un nouvel échelon de gouvernance : les *devolved entities*, ou *entités dévolues* que sont l'Ecosse, le Pays de Galles et l'Irlande du Nord.

En Angleterre

L'Angleterre est la nation constitutive britannique ayant la carte territoriale la plus complexe. Elle repose cependant sur le maillage traditionnel évoqué plus haut (*counties/districts/wards*), le Grand Londres, divisé en *boroughs*, y faisant figure de cas particulier.

On compte deux catégories principales de collectivités locales : les *two-tier non metropolitan authorities*, qui ont conservé la structure de base (*county* divisé en *districts*), et les *one-tier authorities*, qui ont fusionné et obtenu de fait un statut particulier.

Pour schématiser, on peut dire qu'il y a un seul niveau d'administration territoriale pour les grandes agglomérations urbaines sauf Londres qui en a deux ; il y a deux niveaux d'administration territoriale pour la plupart des zones rurales et petites villes. Il existe en plus un

niveau de proximité, au niveau des *wards*, celui des *parish councils* dont les fonctions sont assez limitées¹¹.

En dehors des grandes zones urbaines, le territoire est divisé en comtés non-métropolitains (ou *shire counties*), eux-mêmes subdivisés en *non-metropolitan districts (shire districts)*. Enfin, il arrive que certains *wards*, dans les régions rurales en particulier, soient dotées d'un *parish council* (parfois nommé *town council*) chargé de l'animation de la communauté locale, et en relation constante avec les entités supérieures. Leurs compétences sont réduites (gestion des sanitaires, de certaines installations sportives, des monuments aux morts, des cimetières, etc.) mais ils sont régulièrement consultés dans le cadre de projets d'aménagement, par exemple.

Les grandes agglomérations connaissent différents types d'organisation : les *metropolitan boroughs*, ou *metropolitan districts*, rassemblent les compétences d'un district et d'un comté depuis la suppression des *metropolitan counties* en 1985. Ils sont au nombre de 36. Ils concernent les agglomérations de Liverpool, Leeds, Birmingham/Coventry, Manchester, Sheffield et Newcastle-upon-Tyne. Ces agglomérations regroupent plusieurs *metropolitan boroughs* : le Grand Manchester contient par exemple onze *boroughs*.

Les *unitary authorities*, créées par le *Local Government Act* de 1992, rassemblent les compétences des comtés et des districts, et furent conçues pour permettre aux grandes villes non-concernées par les *metropolitan boroughs* et aux comtés trop petits pour être divisés en districts de concentrer toutes les compétences possibles. Si la plupart des *unitary authorities* furent créées dans les années 1990, certaines fusions ont également eu lieu en 2009 et en 2017. Bristol, Blackpool, Hartlepool ou encore York sont des *unitary authorities*.

Cas particulier, les *combined authorities*, créées par le *Local Democracy, Economic Development and Construction Act* de 2009, sont semblables aux intercommunalités françaises. Ils rassemblent plusieurs *unitary authorities* ou *metropolitan boroughs* souhaitant exercer certaines

¹¹ Mais à partir de 2011, le gouvernement Cameron, dans le cadre de sa politique de réduction du rôle et du coût des bureaucraties locales, dévolue à ces conseils de nouvelles responsabilités et une plus grande liberté d'action. Comme les petits conseils municipaux en France, les *Parish councils* anglais sont largement gérés par des élus non-rémunérés ou touchant une prime symbolique.

compétences conjointement. Ces compétences, selon la loi, doivent entrer dans le champ des transports, et du développement économique. La création de *combined authorities* concerne principalement les *metropolitan boroughs* cherchant un cadre de coopération pour succéder aux *metropolitan counties* et les villes moyennes souhaitant collaborer avec leur comté sans perdre leur statut de *unitary authority*. Le *Greater Manchester* est un exemple de *combined authority*.

En 2012, le rapport Heseltine¹² préconise d'uniformiser le système anglais en imposant le modèle de la *unitary authority*. Le gouvernement refuse. Néanmoins, l'idée gagne du terrain, puisque de nombreuses *two-tier authorities* envisagent aujourd'hui la fusion (Buckinghamshire, Northamptonshire, Cornouailles, etc). Il s'agit d'un processus au cas-par-cas, en collaboration avec le gouvernement, qui a publié en février 2018 un guide officiel sur la création de *unitary authorities*.

A la suite du référendum sur l'indépendance écossaise de 2014, le gouvernement Cameron a également ouvert la voie à un élargissement des compétences de certaines entités. La *Greater Manchester Combined Authority*, par exemple, a obtenu entre 2014 et 2016 d'importantes extensions de compétences sur la majorité de ses domaines d'action¹³. D'autres collectivités, comme la Cornouaille ou le Yorkshire, ont obtenu de tels accords, moins poussés qu'à Manchester cependant.

Avec le Brexit, le processus est ralenti : en effet, l'agenda du gouvernement étant complètement orienté autour de la sortie de l'Union européenne, seuls les grands accords de dévolution comme à Manchester ont une chance de se poursuivre. Pour les autres régions d'Angleterre, il faudra attendre.

Le cas particulier du *Grand Londres*

Le Grand Londres est un cas particulier dans la carte administrative anglaise. Cependant, le statut des entités qui le compose n'est pas si différent de ceux expliqués plus haut. Il faut distinguer les *London Boroughs* et la *Greater London Authority*.

¹² Lord Michael Heseltine, pair du Royaume, homme d'affaires, ancien ministre des gouvernements Thatcher et Major et figure pro-européenne du Parti Conservateur.

¹³ Le *Greater Manchester Agreement*, composé de cinq accords négociés entre 2014 et 2016, approfondit les compétences de la GMCA dans une dizaine de domaines. Augmenté une nouvelle fois en 2018, il est à ce jour l'exemple le plus poussé de délégation de compétences avec Londres.

Les *London Boroughs*, créés par le *Local Government Act* de 1972 (dans leur forme actuelle), sont très semblables aux *metropolitan boroughs* (équivalents londoniens des *districts*) et rassemblaient, jusqu'en 2000, l'ensemble des compétences déléguées aux collectivités anglaises. Ils sont actuellement au nombre de 32.

La *Greater London Authority*, créée par le *Greater London Authority Act* de 1999 et établie en 2000, est une autorité régionale stratégique chargée d'organiser le développement du Grand Londres. Ses compétences sont le transport, le développement économique, l'environnement, le logement, les services de secours (police et pompiers), la stratégie culturelle, la planification stratégique de l'aménagement et la lutte contre l'inégalité d'accès aux soins. Elle est dirigée par un Maire (actuellement, Sadiq Khan), tandis que l'assemblée locale, la *London Assembly*, est essentiellement chargée de surveiller l'action de l'exécutif par le biais de commissions, appelées *scrutiny committees*.

Les élections, au sein de la *Greater London Authority*, sont aussi particulières. Le maire est élu directement selon le système du *supplementary vote system*. Chaque électeur choisit deux candidats, par ordre de préférence. Au deuxième tour s'affrontent les deux candidats ayant le plus été sélectionnés en tant que 'premiers choix'. Ensuite, on attribue à ces deux candidats le nombre de votes de 'second choix' qui leur reviennent. Le total des 'premiers choix' et des 'deuxièmes choix' détermine le candidat gagnant. La *London Assembly*, elle, est composée de 25 sièges. 14 sont attribués aux 14 circonscriptions électorales du Grand Londres (chacune rassemblant plusieurs *boroughs*), et 11 autres sont attribués à la proportionnelle.

Dans les autres collectivités, les élections, comme au niveau central, utilisent un système majoritaire au bénéfice du candidat ayant le plus de voix : '*First past the Post*'. Notons que les *counties* n'utilisent pas les *wards* comme circonscription, mais des regroupements de *wards* appelés *divisions*.

La forme de l'exécutif varie elle selon le choix de chaque entité (*counties*, *districts*, ou entités fusionnées). On compte deux types d'*executive arrangements*, deux formes d'exécutif local laissés à la discrétion des *districts* :

- *Leader and cabinet* : très semblable au système français, où le conseil directement élu (*cabinet*) vote pour choisir son dirigeant (*leader*). Les *council leaders* sont choisis parmi les élus locaux pour une durée d'un an, le poste pouvant aller à tour de rôle à différents membres de l'exécutif.
- *Elected mayor and cabinet* : le maire est directement élu par la population, aux côtés de son conseil.

Il faut noter qu'un nombre restreint de villes anglaises ont un maire élu au suffrage universel. Le système, imposé à Londres en 2000, a été autorisé dans d'autres villes qui en feraient le choix par voie d'un référendum populaire.

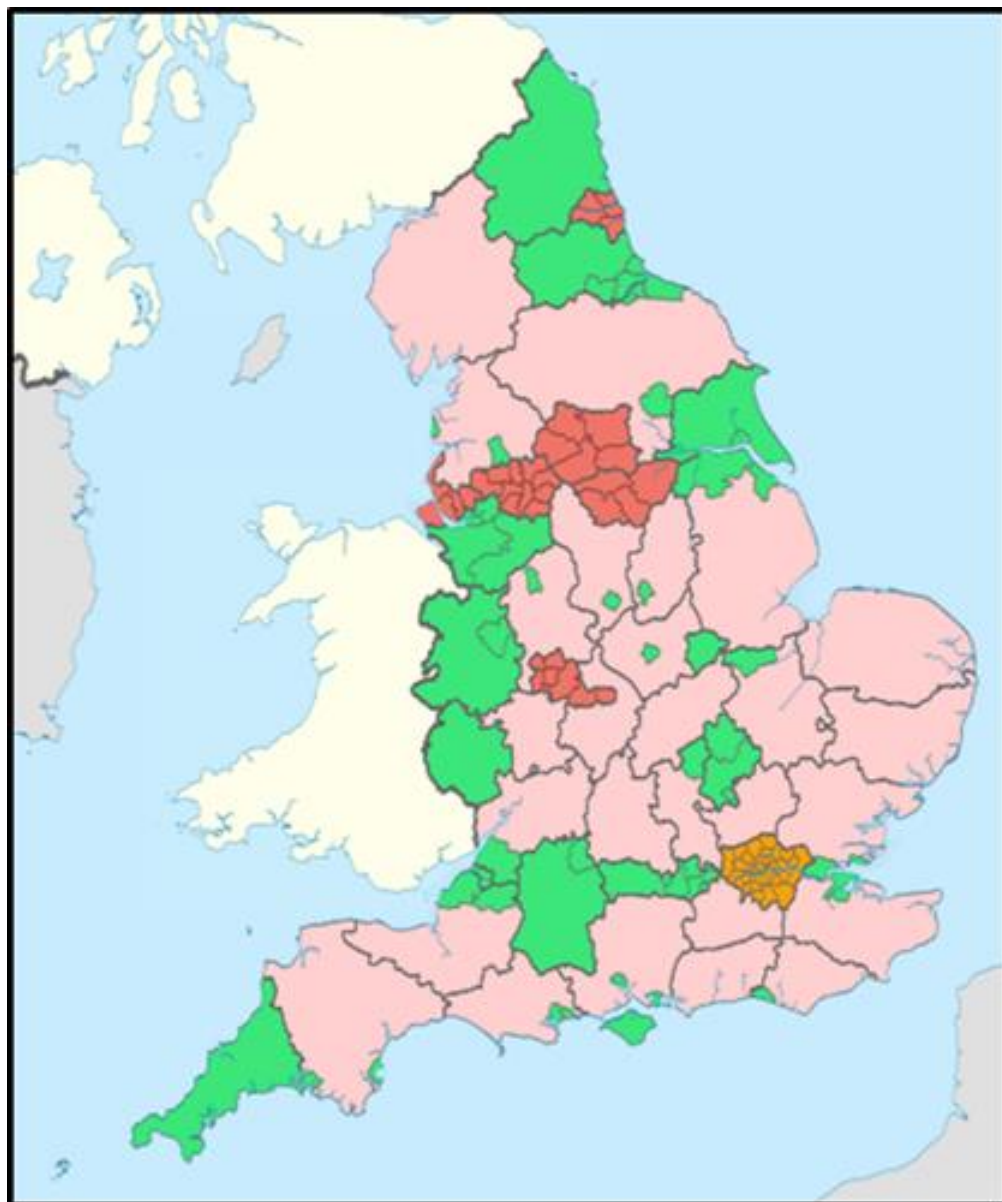
En Ecosse, au Pays de Galles et en Irlande du Nord

Ces nations constitutives du Royaume-Uni, du fait de leurs particularismes et de la montée des revendications nationales, ont obtenu de Londres le droit d'élire leur propres Parlements et de gérer de manière autonome certains domaines de l'action publique, en lieu et place du gouvernement central. Le *Scotland Act* et le *Government of Wales Act* de 1998, qui font suite à deux référendums, énumèrent les compétences attribuées à ces nouveaux Parlements. L'organisation territoriale y figure et aujourd'hui les collectivités locales écossaises et galloises diffèrent des collectivités anglaises.

La carte administrative écossaise est considérablement plus simple qu'en Angleterre, du fait de l'harmonisation opérée par le *Local Government Act* de 1994, qui remplace les anciennes subdivisions par 32 *unitary authorities* de taille variable, mais dotées des mêmes compétences et semblables à leurs équivalents anglais. Ils sont compétents dans les domaines suivants : éducation et formation professionnelle, services sociaux, entretien des routes, transport, aménagement et protection de l'environnement, développement économique, logement social, bibliothèques et services culturels, gestion et stockage des déchets.

De la même manière, la carte administrative galloise est établie sur le schéma simplifié apporté par le *Local Government Act* de 1994. 22 *unitary authorities* administrent le territoire et possèdent les mêmes compétences qu'en Ecosse.

Cependant, la réforme territoriale qui a marqué l'Ecosse et le Pays de Galles n'a pas été appliquée en Irlande du Nord, du fait des tensions encore vives entre Protestants et Catholiques. Un long processus de délimitation des *council areas* commencé en 2005 et achevé avec le *Local Government (Boundaries) Order (Northern Ireland)* de 2012 partage l'Irlande en 11 *unitary authorities* disposant de compétences réduites.

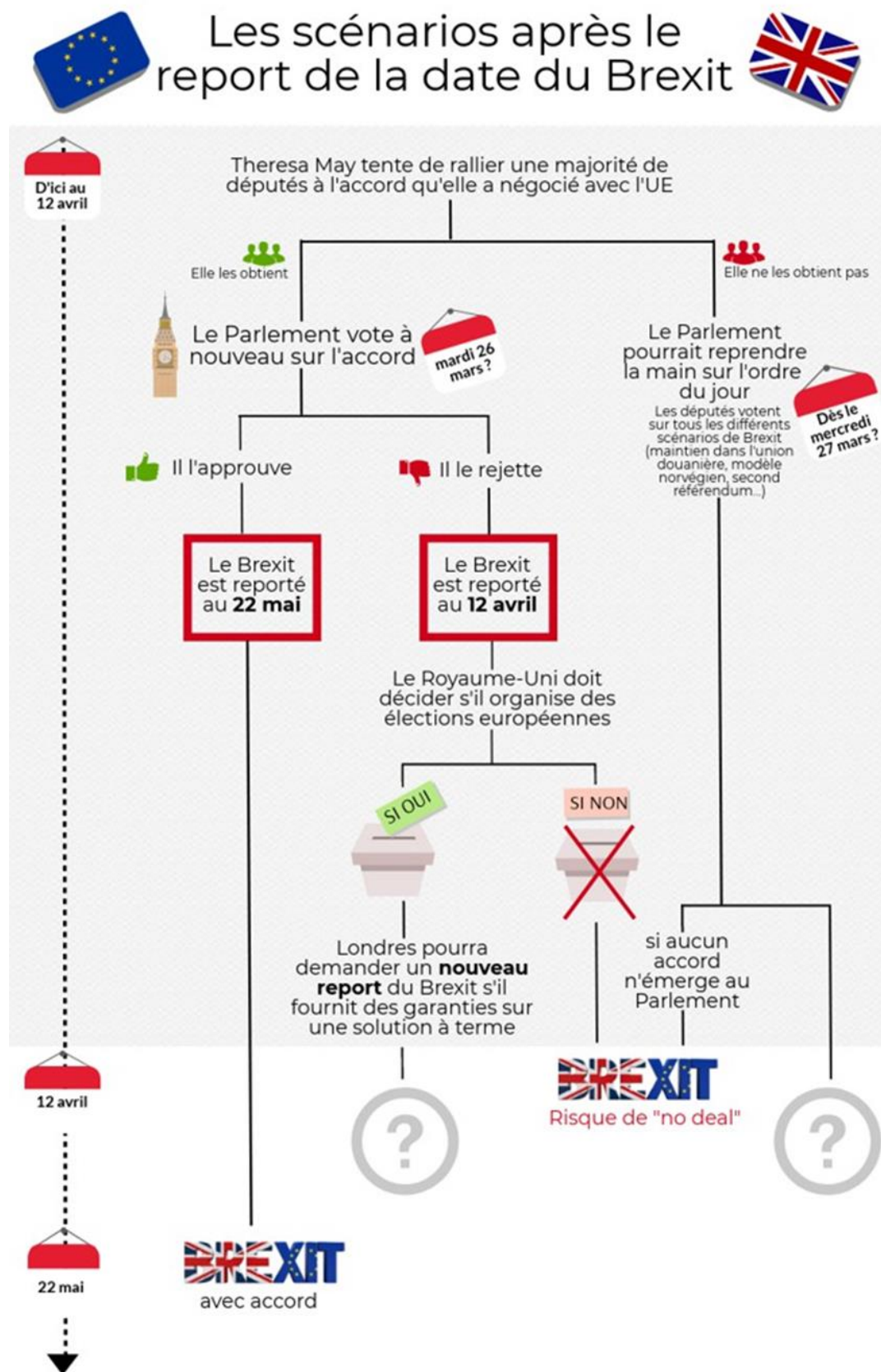


Carte des collectivités anglaises :

- En rose, les *non-metropolitan counties*.
- En vert, les *unitary authorities*.
- En rouge, les *metropolitan boroughs*.
- En orange, la *Greater London Authority*.

Source : Wikipedia.

ANNEXE 2 : LES SCENARIOS DU BREXIT (SOURCE : LES ECHOS)



ANNEXE 3 : PRESENTATION DE LONDRES

Présentation générale :

Capitale du Royaume-Uni, Londres est la première ville européenne, tant du point de vue démographique qu'économique, avec une population de l'aire urbaine estimée à 14 millions d'habitants en 2017, et un P.I.B. de 408 milliards de £ en 2016. Cela représente respectivement plus de 20% de la population et 22% du P.I.B. britannique. Si cela n'est pas fondamentalement étonnant du point de vue d'un observateur français, c'est pour autant un indice de la forte centralisation du pays. Siège des pouvoirs législatif (*House of Commons*) et exécutif (*Whitehall*) au niveau national, Londres est également l'ancienne métropole politique de l'Empire britannique. Par tous ces aspects, la ville de Londres occupe une place absolument prépondérante dans le paysage territorial britannique.

Sur un plan politique, la situation londonienne contraste avec celle du reste du pays. Alors que les conservateurs gouvernent le Royaume depuis 2010, Londres connaît une hégémonie politique du *Labour* tant à l'échelle locale (victoire de Sadiq Khan en 2016 avec 56.8% des votes) que nationale (victoire du *Labour* avec 54.5% des votes contre 33.1% pour le Parti conservateur lors des élections générales de juin 2017). Londres a également largement voté pour rester dans le Royaume-Uni, avec 59,9% des voix en faveur du *remain*. Ces résultats sont bien sûr à nuancer par une certaine disparité territoriale.

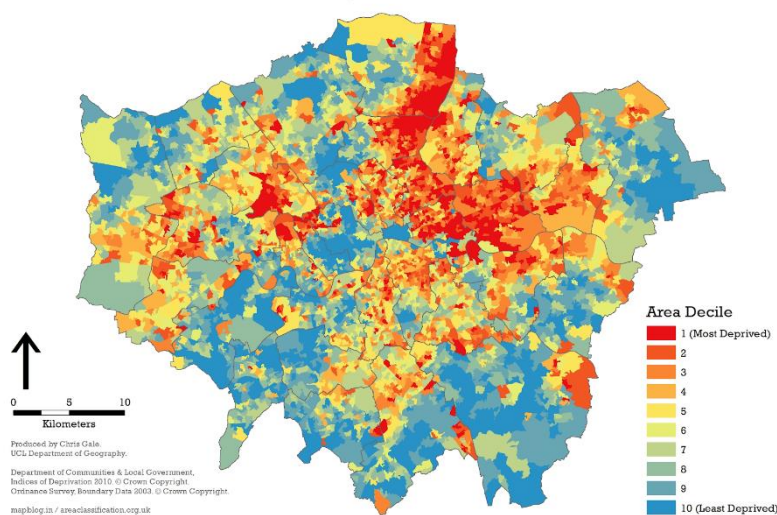
Au niveau de sa composition sociale, le Grand Londres se distingue également par rapport à la moyenne anglaise. Pour plus de 8,8 millions d'habitants dont 5 millions d'actifs (2017), on y parle près de 300 langues, et 36,7% de la population appartient à des minorités ethniques (2011). La ville connaît une forte et croissante polarisation socio-culturelle et spatiale dans le centre même de l'*inner*, comme dans la couronne de l'*outer London*, où les quartiers sont très clairement ségrégués.

La situation économique de la métropole londonienne est forte en contraste. Son P.I.B. connaît une forte croissance économique (+2,0% en 2015, +3,0% en 2016), qui se situe au-dessus de la moyenne nationale (+1,6% en 2016) et européenne (+1,9% en 2016). Cette puissance économique en fait la 5^{ème} économie métropolitaine mondiale. Fortement

tertiarisée, elle est dominée par les services financiers internationaux, les services professionnels et la construction.

Seulement, cette prospérité économique ne va pas sans forts contrastes et inégalités. Son P.I.B. *per capita* élevé (61,823 dollars en 2013) est très inégalement réparti, avec un coefficient de Gini à 0,67 en

Income Index of Deprivation for London in 2010



Cet indice agrège différentes données relatives au revenu, à l'emploi, à la santé, à l'éducation, la sécurité, l'accès au logement, etc.

2018, contre 0,35 en 2016 pour le Royaume-Uni et 0,29 pour la France la même année. La région londonienne est la plus riche et active du royaume : selon les données de *HM Revenue & Customs*, les habitants de l'*inner* London ont un revenu moyen brut de 4524,67 € par ménage et par mois en 2015, supérieur de 40% à la moyenne nationale. Mais 20% de ses *wards* sont parmi les 10% les plus déshérités d'Angleterre, avec un taux de

pauvreté dans l'*inner* London évalué à plus de 50% en 2005.

Le cas particulier de la *City of London* :

La *City of London* est aujourd'hui l'espace géographique de l'un des principaux centres financiers et d'affaires du monde, qui sert de moteur à l'économie londonienne, et plus largement à l'économie britannique.

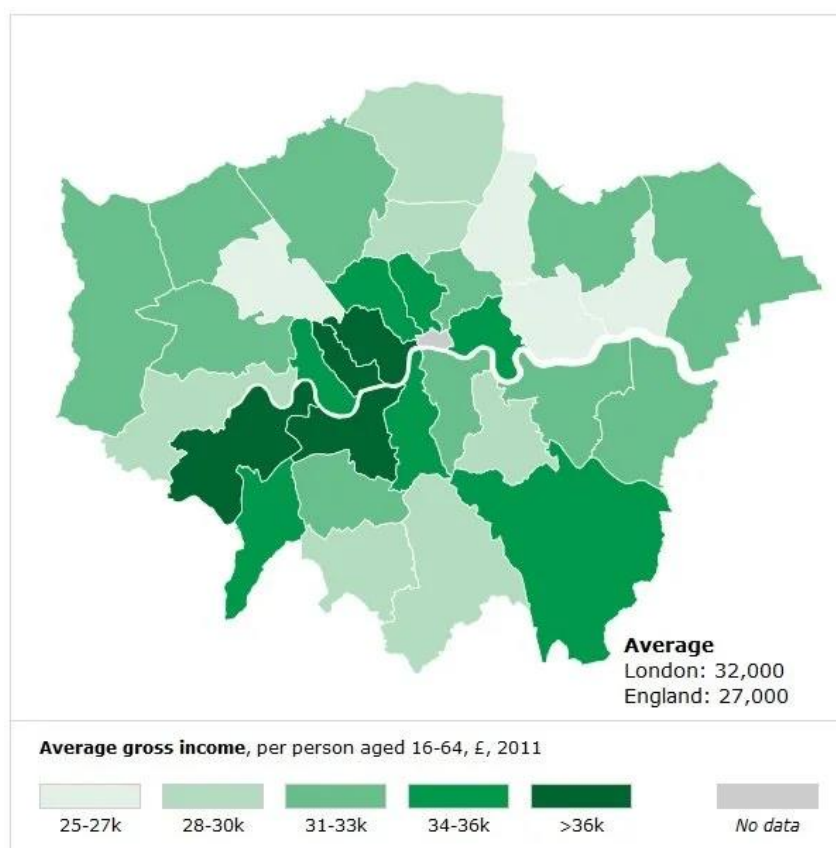
Ce territoire de 2,9 kilomètres au carré (le « *Square Mile* ») dispose d'un statut particulier depuis le Moyen-Âge, avec sa propre administration depuis 886, et une autonomie face au pouvoir royal depuis 1215. Aujourd'hui l'un des 33 *boroughs* de Londres, il est spécifiquement administré par la *City of London Corporation*, une instance indépendante qui dispose de pouvoirs particuliers, et notamment de ses propres forces de police, avec à sa tête le *Lord Mayor*. A la différence du maire de Londres, celui-ci est supposé apolitique ; son rôle est principalement de représenter les sociétés présentes dans la City dans le monde.

L'une des autres particularités de ce micro-territoire est la disproportion entre le nombre de personnes qui viennent y travailler (entre

trois et quatre cent mille) et le nombre de ses habitants (7357 en 2011). Cela constitue un ratio parmi les plus extrêmes au monde. Seulement, lorsqu'on parle de manière générique de la City, il faut également y comprendre le quartier de *Canary Wharf*, un peu plus à l'Est. C'est un peu l'extension de ce territoire, où la plupart des sièges d'établissements financiers sont implantés, ainsi que le cadre de vie de nombreux employés de la finance.



Carte des boroughs du Grand Londres. Source : Milesfaster.



Carte des boroughs du Grand Londres selon le revenu annuel brut par personne.

Source : HMRC

ANNEXE 4 : PRESENTATION DE MANCHESTER

Présentation générale :

Principale ville du Nord de l'Angleterre avec un demi-million d'habitants intramuros et deux millions et demi dans son agglomération, elle dispute le titre de deuxième ville anglaise à Birmingham.

Aujourd'hui connue mondialement pour ses équipes de football, elle fut surtout l'un des principaux centres de production industrielle outre-Manche. C'est d'ailleurs l'une des premières villes industrielles de l'histoire, elle qui n'a dû sa croissance impressionnante qu'à la révolution industrielle, en passant de dix mille habitants en 1717 à trois cent mille en 1851.

Présentation de l'histoire économique récente de Manchester :

Dans une région à forte industrie minière et sidérurgique, son industrie principale résidait dans la production et le commerce du textile, ce qui lui a valu le surnom de « *Cottonopolis* ». Cependant, comme la plupart des villes industrielles du Nord de l'Angleterre, elle fut gravement frappée par le déclin industriel à partir des années 1960 et surtout depuis les années 1980, avec la fermeture des mines, des usines sidérurgiques et des usines textiles. Seules quelques industries spécifiques, telles l'industrie chimique et pharmaceutique, ont perduré.

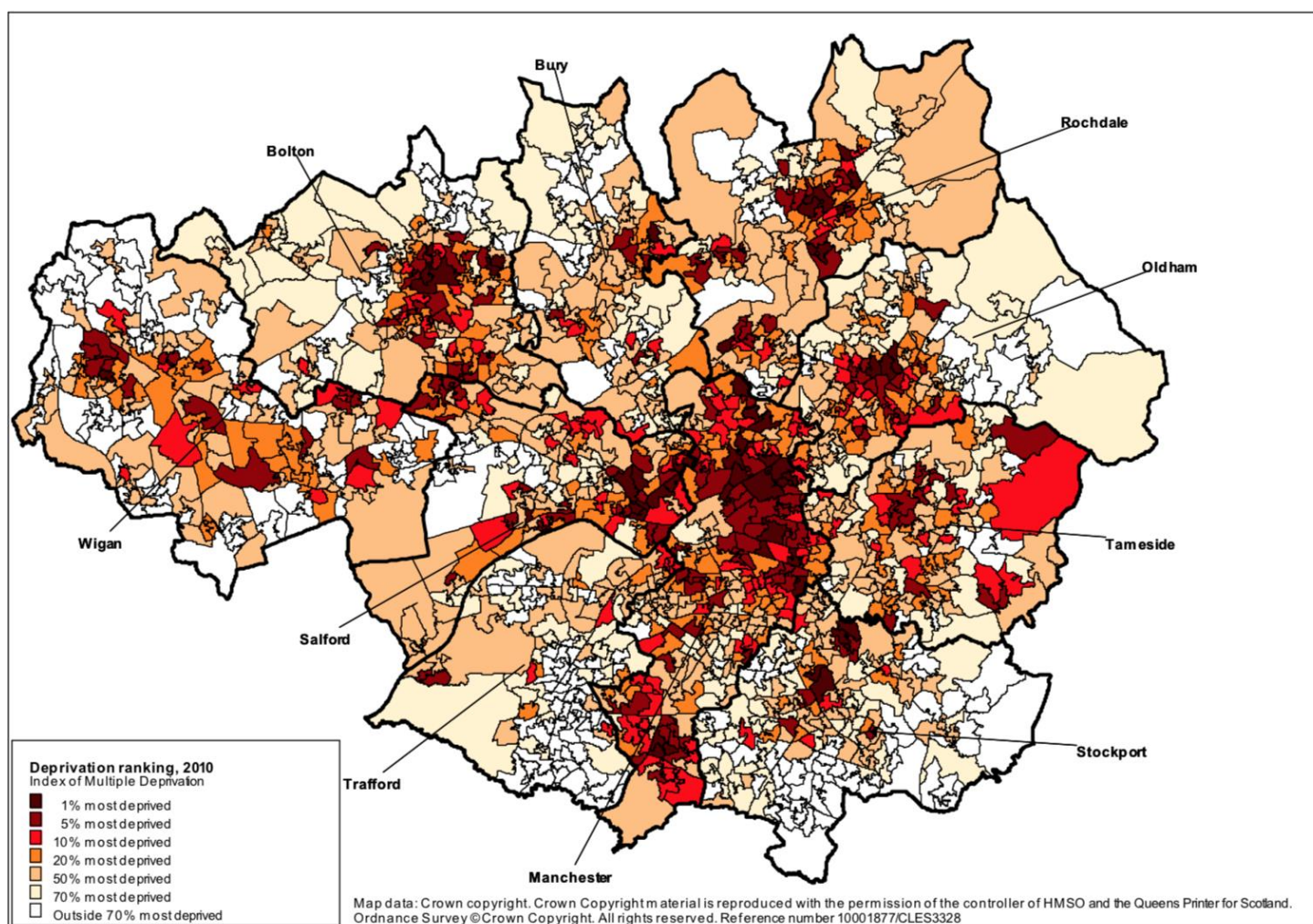
Manchester s'est reconvertie dans une économie post-industrielle, une économie de la connaissance fondée sur les services, désormais principaux employeurs dans la ville. Les nouvelles sociétés souhaitant se développer à Manchester peuvent aujourd'hui bénéficier d'anciens locaux laissés libres par l'industrie textile (des sociétés comme *Bruntwood* proposent des espaces aux entreprises). Si la ville aujourd'hui connaît une nouvelle prospérité économique, le taux de chômage dans le district de Manchester en septembre 2018 y était tout de même un peu plus élevé que la moyenne nationale, à 4,9 contre 4,2% de la population active, la moyenne pour le *North West* étant de 4,1%.

Manchester est connue pour ses pubs, ses groupes de rock, mais ses restaurants neufs et sa renaissance économique ne cachent pas l'extrême pauvreté, qui se traduit par la présence importante de personnes à la rue, visible dès lors que l'on se promène dans la ville.

Problématiques sociales de la ville et de la métropole :

Alors que les difficultés économiques et l'attractivité du périurbain avaient fait perdre à la ville de Manchester le tiers de sa population entre 1961 et 1981, principalement au profit de sa banlieue, le centre-ville est redevenu attractif. Cela est la conséquence du renouveau économique, ainsi que des politiques de revitalisation urbaines engagées ces deux dernières décennies sous les autorités du *City Council* et de la *Greater Manchester Combined Authority*.

Cette régénération du centre-ville était devenue une nécessité, d'une part à cause de la désaffectation des anciens bâtiments de l'époque industrielle, mais aussi du fait de la destruction d'une partie du centre-ville à la suite des attentats de l'*Irish Republican Army* en 1996. Comme dans de nombreuses villes anglaises et principalement du Nord, ces politiques publiques, aux budgets contraints, sont le fruit de partenariats publics-privés ambitieux et de politiques de relocalisation des commerces en centre-ville.



Indice de pauvreté par ward dans le Grand Manchester. Source : Couronne.

ANNEXE 5 : PRESENTATION DE STOKE-ON-TRENT

Ancienne ville industrielle, Stoke-on-Trent est une ville du Nord-Ouest de l'Angleterre, située dans le *Staffordshire*. Peuplée de 250 000 habitants, elle est souvent considérée comme une ville-martyre de la désindustrialisation qui a touché le Nord.

Si la ville était au sortir du XIX^{ème} siècle l'un des moteurs productifs du pays, forte de son industrie de la céramique, ainsi que de sa production sidérurgique et minière, elle a depuis souffert d'une forte désindustrialisation, avec la fermeture de la plupart des usines de la ville et des mines environnantes. Par la suite, les politiques d'austérité menées par les gouvernements successifs depuis Thatcher, et plus encore depuis la crise de 2008, ont mené à la réduction des ressources des autorités locales et à la « rationalisation » du système d'Etat-providence.

C'est donc une ville à la population pauvre et un territoire dont l'économie reste fragile. En effet, si de nouvelles entreprises se sont installées récemment sur le territoire, comme un grand *data center* pour l'entreprise *Bet365*, les emplois créés n'en demeurent pas moins précaires et avec des salaires bas. Le chômage dans la ville s'élève à 5,5% en septembre 2018 (4,5% pour la province des *West Midlands*), avec un salaire brut hebdomadaire moyen à 478£, contre 571£ pour la moyenne nationale.

Stoke-on-Trent, dont l'électorat est historiquement pourvoyeur de voix pour le Parti travailliste, connaît une progression dans les élections locales du parti *Independant*. Celui-ci est arrivé deuxième derrière le *Labour* aux élections locales de 2018, et dirige depuis la ville en coalition avec les conservateurs et U.K.I.P. Cette importance locale d'un parti alternatif, signe d'un rejet des deux partis traditionnels, est assez inhabituelle, surtout en prenant en considération le système de vote britannique. Stoke est aussi l'une des villes qui a voté le plus massivement pour la sortie de l'Union européenne, à 69,4% de voix, pour 65,7% de participation.

Stoke a bénéficié de nombreux programmes sociaux d'assistance aux populations précarisées, et des programmes de redynamisation économique, dans le quartier de Hanley principalement. Un programme national de rénovation urbaine nommé « *Housing market renewal* » créé en 2002 sous Tony Blair avait été amorcé dans le centre-ville, seulement il a été abandonné en raison de controverses et d'économies budgétaires.

ANNEXE 6 : INDICATEURS ECONOMIQUES (2018)

INDICATEUR/REGION	ANGLETERRE	ECOSSE	PAYS DE GALLES	IRLANDE DU NORD
PIB par tête	£26.160	£23.685	£18.002	£18.584
Taux de pauvreté	22%	19%	24%	20%
Taux de chômage	3,1%	4,2%	4,6%	3,9%
Salaire annuel moyen	£33.549,67	£36.009	£36.278	£24.468
Immigration (% de la population)	17,89%	5%	6%	1%
Espérance de vie (h/f)	79,5-79,9	77-77,4	78-78,4	77-77,4

INDICATEUR/PAYS	FRANCE	ROYAUME-UNI
P.I.B. par tête	35.100€	36.000€
Taux de pauvreté	14%	21%
Taux de chômage	8,8%	4%
Dépenses publiques (% du P.I.B.)	56,5%	41,4%
Dette publique (% du P.I.B.)	98,50%	87,7%
Déficit public (% du P.I.B.)	2,60%	1,90%
Salaire annuel moyen	38.582€	43.583€
Immigration (% de la population)	11,95%	14%
Espérance de vie	82,70	80,96
Part des 1% les plus aisés dans le revenu fiscal national (2013)	11%	14,5%
Part des 10% les plus aisés dans le revenu fiscal national (2013)	35%	41,3%

Sources : C.I.A. World Factbook, Banque Mondiale, World inequality database

ANNEXE 7 : CARTE DE L’ANGLETERRE



ANNEXE 8 : CARTE DU ROYAUME-UNI



Le Royaume-Uni est composé de quatre nations dites « constitutives » : l'Angleterre (*England*), l'Ecosse (*Scotland*), le Pays de Galles (*Wales*) et l'Irlande du Nord ou Ulster (*Northern Ireland*).

BIBLIOGRAPHIE

LIVRES

- **John Hills (dir.)**, *Wealth in the UK: distribution, accumulation and policy*, Oxford University Press (2013)
- **Daniel Dorling (dir.)**, *Poverty, wealth and place in Britain, 1968 to 2005*, Bristol University Press (2007)
- **Florence Faucher-King & Patrick Le Galès**, *Les gouvernements New Labour : le bilan de Tony Blair et Gordon Brown*, Presses de Sciences Po (2010)
- **Charles Bahurel (dir.)**, *Le Brexit : enjeux régionaux, nationaux et internationaux*, Bruylant (2017)
- **Boris Barraud (dir.)**, *Le Brexit dans toutes ses dimensions*, L'Harmattan (2018)
- **Claude Mangin**, *Le Royaume-Uni*, Belin (2006)
- **Mark Bailoni & Delphine Papin**, *Atlas de Londres*, Autrement (2012)
- **Marc Roche**, *Le Brexit va réussir*, Albin Michel (2018)
- **Patrick Diamond (dir.)**, *The Routledge Handbook of the Politics of Brexit*, Routledge (2018)

ARTICLES UNIVERSITAIRES

- **Tom Montgomery & Simone Baglioni**, "The United Kingdom." *Solidarity as a Public Virtue?: Law and Public Policies in the European Union*, Federico Veronica and Lahusen Christian, 179-92.
- **Stephen Bach**, "Deprivileging the Public Sector Workforce: Austerity, Fragmentation and Service Withdrawal in Britain." *The Economic and Labour Relations Review* 27, no. 1 (March 2016): 11–28.
- **Olivier Sykes & Alexander Nurse**, "Cities and regional development in England. A carnival of scales and regionalisms?", *Pôle Sud*, 2017/1 (n° 46), p. 79-96.

RAPPORTS ET DOCUMENTS INSTITUTIONNELS

- **House of Commons briefing papers:** “Local government in England (structures)”, “Local government finances”, “The Greater London Authority”, “Devolution to local government in England”, “Brexit and local government”.
- **Research Report, Center for Local Economic Strategies, presented to Greater Manchester Poverty Commission, décembre 2012.**

SITES INTERNET

- **bbc.com**
- **theguardian.com**
- **economist.com**
- **britannica.com**
- **lemonde.fr**

BASES DE DONNEES

- **CIA World Factbook**
- **Banque Mondiale**
- **Office for National Statistics**
- **OCDE**

POUR ALLER PLUS LOIN

Les séries

Si vous tolérez l'humour anglais et John Cleese, vous adorerez *Fawlty Towers*. Si vous aimez les références universelles, *Doctor Who*. Si vous préférez le crime, *Broadchurch*. Enfin, si vous êtes en quête de drames aristocratiques et de pelouses bien taillées, *Downton Abbey*. Mais aussi *The Thick of it*, *Luther* et *Safe*.

Les films

Pour un portrait de la pauvreté au Royaume-Uni, commencez par *I, Daniel Blake* et, de manière plus légère, *This is England* et *Billy Elliot*. Pour, au contraire, observer de près la classe privilégiée londonienne, *Match Point*. Mais aussi *The Full Monty*, *Funny Bones*, *Kingsman the Secret Service* et *The Brothers Grimsby*.